

L'échec de la stratégie d'Emmanuel Macron

(P24)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● ALGÉRIE-UNION
EUROPÉENNE

Existence d'une
dynamique
positive

(P4)

COMMERCE

Nécessité d'une législation à la hauteur des responsabilités



Protéger le consommateur, fait partie des missions du ministère du Commerce, une mission qui est d'une grande importance car elle constitue une lourde responsabilité. Se réunissant, samedi à Alger, avec les cadres de son secteur, le ministre du Commerce, Ahmed Saci a affirmé, que son ministère s'attellait à actualiser le système législatif relatif à la régulation du marché en vue d'asseoir de nouvelles mesures à même de protéger le consommateur et de consolider les mécanismes de contrôle des activités commerciales sur le marché national, mais aussi au niveau des frontières.

(Lire en Page 3)



● ALNAFT
Arezki Hocini
nouveau
président du
comité de directoire

(P3)

● RÉALISATION DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Tebboune ordonne la réception avant la fin 2017

(P4)

IRAN

Dix ans de prison pour un Américain accusé d'"infiltration"...



Un ressortissant américain accusé d'"infiltration" a été condamné à dix ans de prison en Iran, a annoncé dimanche la justice iranienne sans préciser son identité.

"L'Américain, qui détient également une autre nationalité, a été identifié et arrêté par les services de renseignement", a déclaré le porte-parole de la justice, Gholamhossein Mohseni-Ejeie.

Il "était venu pour une mission d'infiltration et a été condamné à dix ans de prison", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision d'Etat.

M. Mohseni-Ejeie n'a pas précisé la date de son arrestation ou son identité. "Cet individu était guidé directement par les Américains" dans sa mission, a-t-il ajouté sans expliquer la nature de cette mission.

L'Américain "a fait appel de sa condamnation", a poursuivi le responsable iranien en soulignant qu'il donnerait des détails supplémentaires "une fois la peine confirmée".

Deux ressortissants irano-américains, l'homme d'affaires Siamak Namazi et son père Mohammad Bagher Namazi, ont été condamnés en octobre 2016 avec quatre autres personnes à dix ans de prison pour "espionnage" au profit de Washington.

Siamak Namazi avait été arrêté en octobre 2015. Son père, Bagher, aujourd'hui âgé de 81 ans et qui avait travaillé pour l'Unicef, avait été interpellé en février 2016 alors qu'il était venu en Iran pour tenter d'obtenir la libération de son fils. Les Etats-Unis ont demandé à plusieurs reprises la libération immédiate des deux hommes.

Washington demande aussi la coopération de Téhéran dans le cas de Robert Levinson, un ancien agent du FBI, porté disparu en Iran depuis 2007.

Cette nouvelle affaire intervient en plein regain de tensions avec l'Iran, alors que le président américain Donald Trump et le Congrès ont adopté une position hostile à l'égard de Téhéran.

L'Iran et les Etats-Unis n'entretiennent pas de relations diplomatiques depuis 1980.

...Le frère de Rohani arrêté pour délits "financiers"



Le frère et conseiller spécial du président iranien Hassan Rohani a été arrêté pour délits "financiers", a annoncé dimanche le porte-parole de la justice. Hossein Fereydoon ainsi que "des personnes qui lui sont liées ont été interrogés à plusieurs reprises. Une caution a été fixée mais comme il n'a pas pu la payer, il a été transféré à la prison", a déclaré le porte-parole Gholamhossein Mohseni-Ejeie. Les charges pesant contre le frère du président portent sur des délits "financiers", a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

"S'il verse la caution, il sera libéré. Mais l'affaire poursuivra son cours", a ajouté M. Mohseni-Ejeie en soulignant que "d'autres personnes ont également été arrêtées". Le nom du frère du président a été cité depuis plus d'un an dans plusieurs affaires de corruption, notamment des délits bancaires.

Il y a un an, le chef de l'Inspection générale, Nasser Seraj, avait affirmé que M. Fereydoon avait "fait pression" pour nommer à la tête de la banque Refah un de ses proches, Ali Sedghi, qui a été accusé de nombreuses "infractions financières". Il a été ensuite écarté de la direction de la banque.

Le nom du frère de M. Rohani a été également cité dans un autre dossier impliquant Ali Rastegar Sorkheie, le patron de la banque Melat, qui a été arrêté pour son implication dans une "grande affaire de corruption bancaire" par les services de renseignements des Gardiens de la révolution, selon l'agence Tasnim liée aux conservateurs. Il est originaire de la même ville que M. Rohani.

Les conservateurs avaient demandé à plusieurs reprises l'arrestation de Hossein Fereydoon pour corruption. Ces derniers mois, le président Rohani et les responsables du pouvoir judiciaire contrôlé par les conservateurs, n'ont cessé de se lancer des attaques virulentes.

ETATS-UNIS

Elle annule son mariage à la dernière minute et invite 150 SDF au banquet

Aux États-Unis, une fiancée a annulé son mariage de 30.000 dollars et a pris la décision de proposer à des sans-abris de partager avec elle la réception manquée!

Pendant deux ans, Sarah Cummins et Logan Araujo, des habitants de l'Indiana, aux États-Unis, ont planifié leur mariage de rêve, qui leur a coûté 30.000 dollars et devait avoir lieu ce week-end. Cependant, à la dernière minute, la fiancée a décidé d'annuler l'événement, sans donner aucune explication. Les deux fiancés sont restés ainsi avec 170 couverts préparés sur les bras, indique l'Indianapolis Star.

"J'ai appelé tout le monde, annulé, me suis excusée, ai pleuré, appelé les fournisseurs, pleuré encore un peu", a confié Sarah. "puis j'ai été vraiment dégoûtée à l'idée de jeter toute la nourriture que j'avais commandée pour la réception."

L'idée lui est alors venue d'inviter des sans-abris et de partager le repas avec eux. Certains font la fête, d'autres plaquent tout, mais personne n'avait fait quelque chose d'aussi généreux", a déclaré l'organisateur du mariage manqué.

Selon les estimations, près de 150 sans-abris sont venus à ce "mariage". Les nouveaux invités ont pu se régaler de boulettes de viande, de fromage au lait de chèvre, de bruschettas frits à l'ail et de bien d'autres délicatesses.

"Au moins, j'aurai pu en tirer quelques bons souvenirs", a confié l'ex-fiancée. "J'ai voulu m'assurer que le mariage serait parfait."

Sarah a également deux billets pour la République dominicaine, où elle partira avec sa mère.

DÉCOUVERTE CHOQUANTE

27 lentilles dissimulées dans l'œil d'une Britannique



Une ophtalmologue britannique a découvert 27 lentilles dans l'œil de sa patiente. Selon la femme, c'est la première fois que cela lui arrive sur 20 ans de carrière.

Rupal Morjaria, ophtalmologue à l'hôpital de Solihull, au Royaume-Uni, a été choquée de trouver 27 lentilles dans l'œil d'une Britannique, qui les a portées 35 années durant, a révélé The Mirror.

D'après l'ophtalmologue, elle a découvert 17 lentilles lors du premier rendez-vous et 10 au cours du deuxième.

"Aucun d'entre nous n'avait vu une chose pareille. C'était assez volumineux. Toutes les 17 lentilles étaient collées les unes sur les autres. On a été surpris que la patiente ne les ait pas remarquées, parce que cela aurait dû causer beaucoup d'irritation", a souligné Rupal Morjaria.

Il est à noter que la Britannique est venue à l'hôpital pour traiter sa cataracte sans rendre compte de la présence des lentilles dans son œil.

Selon la patiente, deux semaines après l'enlèvement des lentilles, son état de santé s'est sensiblement amélioré.

PERTE DE SIGNAL

Un avion de Korean Air contraint d'atterrir en Allemagne



Deux avions de chasse allemands ont dû décoller dans la nuit de samedi à dimanche pour accompagner un avion de ligne sud-coréen avec lequel la communication avait été perdue et l'ont contraint à atterrir à Stuttgart, selon les autorités locales. L'appareil de Korean Air, transportant 200 personnes, était en route depuis Séoul pour Zurich en Suisse lorsque le canal de communication avec les contrôleurs aériens a été subitement perdu au-dessus du sud-ouest de l'Allemagne.

L'armée de l'air a alors fait décoller deux de ses chasseurs "intercepteurs" pour rejoindre l'appareil près de Stuttgart, conformément à la procédure prévue en pareil cas, provoquant un grand bruit en pleine nuit au-dessus de la ville car ils ont franchi le mur du son. Les chasseurs ont fait atterrir l'avion sans incident à Stuttgart, a indiqué une porte-parole de l'aéroport de la ville à l'agence DPA.

L'appareil doit rester sur place jusqu'à nouvel ordre le temps d'identifier les raisons de la panne. Les passagers eux ont dû passer la nuit à l'aéroport et devaient être acheminés dimanche vers leur destination finale. Vendredi, des avions de chasse allemands avaient déjà dû intervenir pour des raisons similaires. Ils avaient décollé après qu'un avion de ligne égyptien se rendant à Münster, dans l'ouest du pays, eut lui aussi perdu son signal de communication. Mais l'équipage avait pu finalement réparer la panne lui-même avant que les avions ne l'aient rejoint et pu ainsi poursuivre leur route.

MERE

Nécessité d'une législation à la hauteur des responsabilités

Protéger le consommateur, fait partie des missions du ministère du Commerce, une mission qui est d'une grande importance car elle constitue une lourde responsabilité. Se réunissant, samedi à Alger, avec les cadres de son secteur, le ministre du Commerce, Ahmed Saci a affirmé, que son ministère s'attache à actualiser le système législatif relatif à la régulation du marché en vue d'asseoir de nouvelles mesures à même de protéger le consommateur et de consolider les mécanismes de contrôle des activités commerciales sur le marché national, mais aussi au niveau des frontières. Intervenant lors d'une rencontre nationale des cadres du secteur, le ministre a affirmé que "les lourdes responsabilités qui incombent au secteur nécessitent une législation minutieuse susceptible de régir la pratique commerciale et de proposer ce qui est à même de développer davantage les performances du secteur". "Nous sommes appelés à accorder davantage d'intérêt à la question de régulation du marché en œuvrant sans relâche à mettre à jour le système législatif y afférent", a-t-il ajouté.

Il s'agit, selon le ministre, de la loi portant protection et lutte contre la fraude, et celle relative aux conditions de pratique des activités commerciales, "dont l'élaboration est à un stade avancé au niveau des institutions concernées", ajoutant que d'autres textes de loi étaient en cours d'élaboration et visaient à régir les activités commerciales sur le marché national et au niveau des frontières.

Le ministre est soucieux de renforcer les structures commerciales en fonction des besoins du marché, par la finalisation des programmes de réalisation de marchés de gros et l'encouragement du secteur privé et des collectivités locales pour investir dans ce secteur, notamment au

volet distribution, a poursuivi le ministre. Dans ce contexte, M. Saci a indiqué que les mesures relatives à la gestion du Fonds d'indemnisation du transport des marchandises vers les wilayas du sud seraient également revues à travers la révision de la liste des wilayas concernées et des produits dont le transport est remboursé. Concernant la permanence des commerçants lors des fêtes nationales, il a été décidé de diffuser toutes les données relatives à la permanence sur le site électronique du ministère du Commerce à partir de l'Aid El Adha. Cette démarche vise à fournir un service public supplémentaire à tous les concernés par cette permanence (consommateurs et opérateurs économiques). Ces données comportent les noms et les adresses des commerçants permanents, la qualité de l'activité ainsi que les mesures prises contre les contrevenants. Quant au contrôle économique et la répression de la fraude, le ministre a affirmé que son secteur œuvrait à intensifier les opérations de contrôle en vue d'instaurer la transparence et lutter contre les pratiques commerciales illégales et la compétition déloyale à travers l'orientation des opérations de contrôle vers la source.

Près de 918.000 interventions des agents de contrôle ont été enregistrées au premier semestre de l'année 2017 au niveau du marché national. Ces opérations ont permis de dresser 113.000 procès verbaux et près de 7.000 propositions de fermeture des locaux.

ELABORATION D'UNE "FEUILLE DE ROUTE ÉCONOMIQUE NATIONALE

Au volet commerce extérieur, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie a été chargée de l'élaboration d'une "feuille de route économique nationale comportant toutes les informa-

tions et données sur les établissements économiques activant dans le territoire national afin de définir les contours du commerce extérieur à moyen et à long termes, rationaliser les importations et promouvoir les exportations hors hydrocarbures", a-t-il révélé. Des correspondances ont été adressées aux ministères concernés et aux walis pour apporter l'aide nécessaire aux cadres des chambres pour accéder aux informations requises, a ajouté M. Saci. Il est actuellement procédé à la modernisation des systèmes de gestion au niveau du ministère, à travers la concrétisation du projet de raccordement des différents services locaux et central à Internet ainsi que la poursuite des efforts d'amélioration des procédures d'inscription au registre de commerce.

PLUS DE 400 MARCHÉS INFORMELS RESTENT À ÉRADICUER

D'autre part, et toujours en marge de cette réunion de travail, le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane, a indiqué que le nombre de marchés informels qui restent encore à éradiquer est de 403 sur les 1.453 marchés recensés en 2012.

Quant au nombre de marchés informels éradiqués jusqu'au 15 juin 2017, il a atteint les 1.050, tandis que le nombre de marchés informels réapparus après leur éradication a été de 216, a précisé M. Aït Abderrahmane lors de la rencontre.

Sur les 50.677 intervenants informels qui actuaient dans ces marchés, 21.239 ont été réinsérés dans le circuit commercial légal, soit 42%.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait lancé en août 2012, en collaboration avec le minis-



tère du Commerce, une large opération d'éradication des marchés informels.

En parallèle, de nombreuses mesures destinées à la résorption de ce commerce illégal ont été prises dont la réalisation de centaines de projets de marchés de proximité et de marchés couverts. Ainsi, une enveloppe de 12 milliards de DA a été dédiée à la réalisation de 784 marchés de proximité relevant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. A ce propos, M. Aït Abderrahmane a fait savoir que sur les 784 marchés de proximité

prévus, 670 ont été réceptionnés, 94 restent à réceptionner, tandis que vingt (20) ont été annulés. Concernant le programme de réalisation de 291 marchés couverts, initié par le ministère du Commerce pour un montant de dix (10) milliards de DA, le même responsable a indiqué que jusqu'à fin juin de l'année en cours, 22 ont été réceptionnés, 46 sont en cours de réalisation, 208 ont été gelés (travaux non lancés), huit (8) dont les travaux sont à l'arrêt et sept (7) ont été annulés.

Khadidja M.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Vers où nous ne devons pas aller ?

Des guerres au sommet, et puis plus rien. Comme si rien ne s'était passé. La raison est bien simple. Quand ceux qui sont au pouvoir invoquent la stabilité pour éviter au pays de connaître le printemps arabe, les adeptes de "barakat" répondent plutôt que c'est le refus du pouvoir de partir qui ramènera le printemps arabe. Qui a raison ? Qui a tort ? Il a payé de sa vie son refus de partir. Ses enfants qu'il préparait à lui succéder ne connaissent pas encore leur sort. Les populations, savent-elles où nous allons exactement ? Savent-elles où nous ne devons pas aller ?

En tout cas, au niveau local, il ne manquera pas de ceux qui leur montreront la route. Les élus locaux ne sont pas tellement au fait de ce qui leur sera explicité par le gouvernement et même nous, ceux de la presse. Les éléments constitutifs d'un nouvel ordre social inscrit à la fois dans la vision des implications du programme de soutien à la croissance économique et dans les principes qui fondent la démarche balisée au sein de la tripartite devraient être mieux explicités pour fournir aux populations une lecture peut-être plus sereine que celle qu'elles se font parfois de leur avenir.

Pratiquement à part les discours du président qui tentent de mobiliser les opinions publiques sur la base de l'identification des objectifs poursuivis et du balisage des itinéraires empruntés tout en faisant le lien entre l'impératif du succès du programme mis en œuvre et les retombées positives sur le bien-être des populations, il n'est pas mené une politique permanente d'explication qui servira de relais à celle que développe le président.

Il est vrai que des ministres dont celui de la participation, n'ont pas observé de pause dans les politiques de communication des actions de leur secteur, mais il y a de ces concepts utilisés qui ne font pas partie du vocabulaire du profane compte tenu que la transition économique n'a pas été accompagnée d'une familiarisation et pas seulement des populations aux nouveaux concepts qui traduisent les orientations ou axes directeurs de travail autour desquels s'articulent les nouvelles politiques d'action pour ce qui concerne les politiques économiques et sociales.

Nombreux parmi les populations qui accréditent la thèse selon laquelle ces dernières seront jetées en pâture aux forces du marché, craignent que leur bien-être ne soit considéré comme une charge pour les entreprises et qu'ils vont faire les frais d'une vision économique fondée sur l'abaissement des coûts salariaux et sociaux en vue de créer les conditions d'une compétitivité performante. Dans ce contexte justement où la compréhension de ce qui se passe sur le plan des privatisations paraît assez difficile et où il apparaît également au vu de la difficulté à trouver un premier emploi pour les jeunes arrivés sur le marché du travail et même pour les diplômés que le processus d'entrée dans l'économie de marché est difficilement maîtrisable, la tendance constatée est aux manifestations et parfois même aux émeutes localisées en substitution à la patience et au dialogue. Il est temps de penser à donner un contenu concret au pacte social de stabilité qu'avaient envisagé de faire les autorités à un moment donné.

N. B.

ALNAF

Arezki Hocini nouveau président du comité de directoire

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, a procédé dimanche à l'installation d'Arezki Hocini au poste de président du Comité de directoire de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT). Pour rappel, avant cette nomination, M. Hocini occupait le poste de président par intérim d'ALNAFT depuis le 23 mars 2017 en remplacement de Sid Ali Betata. Lors de la cérémonie d'installation, M. Hocini s'est dit "très conscient du rôle important" de l'agence ALNAFT pour le développement du secteur de l'énergie. A ce propos, il a soutenu que cette agence, en collaboration avec Sonatrach, s'attèlerait à améliorer le processus de valorisation du domaine minier et de mettre en œuvre toutes les dispo-

sitions nécessaires afin d'attirer davantage d'investissements.

Selon lui, la conjoncture économique actuelle nécessite l'impulsion d'une "nouvelle dynamique" dans la mise en œuvre de la politique énergétique dans l'amont pétrolier, en ajoutant que dans l'objectif de valoriser le domaine et d'attirer plus d'investissements, ALNAFT "conduira des études, dont deux sont en cours, pour mieux connaître les potentialités des régions du nord et des bassins du sud".

Pour sa part, le ministre de l'Énergie a appelé les cadres d'ALNAFT à améliorer substantiellement les processus de valorisation du domaine minier national et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires à même de promouvoir et d'attirer davantage les investissements dans la recherche, la production et l'ex-

ploitation des hydrocarbures en Algérie. Né en août 1958, M. Hocini est titulaire d'un master en physique de l'USTHB (promotion 1982) et d'un diplôme d'ingénieur en géophysique de l'Institut algérien de pétrole (IAP) de Boumerdes (promotion 1985). Il avait exercé auparavant comme directeur de la banque de données de l'exploration à Sonatrach, puis, successivement, directeur de la division de la banque de données d'ALNAFT, membre de son Comité de direction, son président intérimaire depuis mars dernier avant d'être nommé président de cette agence. Créée en 2005, ALNAFT a pour rôle de promouvoir les investissements dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures et de délivrer les autorisations de prospection.

Lamia O.

RÉFORME DE LA LIGUE DES
ÉTATS ARABES**L'Algérie et le
Yémen partagent
les mêmes vues**

LE VICE-PREMIER ministre et ministre des Affaires étrangères de la République du Yémen, Abdul Malek Al-Mekhlafi, a affirmé samedi que l'Algérie et le Yémen avaient convenu de la nécessité de "remédier à la situation prévalant sur la scène arabe" et de procéder "à une réforme de la Ligue arabe", saluant le rôle de l'Algérie dans la question.

Dans une déclaration à la presse au terme de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, le responsable yéménite a indiqué "nous partageons les mêmes vues quant à la nécessité de remédier à la situation prévalant sur la scène arabe et à la réforme de la Ligue des Etats arabes, et nous fondons de grands espoirs sur le rôle de l'Algérie dans plusieurs questions arabes".

Qualifiant les relations bilatérales d'"historiques et importantes", M. Al-Mekhlafi a souligné que le Yémen "demeure attaché" à l'échange de vues et à la concertation avec l'Algérie sur nombre de questions.

Le responsable yéménite a indiqué avoir abordé avec M. Messahel "la situation préoccupante dans le monde arabe", et passé en revue la situation au Yémen", ainsi que les orientations du Gouvernement yéménite et sa volonté de rétablir la paix, sur la base des trois références mentionnées dans l'initiative du Golfe et l'instance exécutive et les recommandations du dialogue national et de la résolution onusienne 22-16".

De son côté, M. Messahel a affirmé que plus de 400 étudiants yéménites résidaient à Alger, ajoutant que 49 bourses scolaires seraient octroyées à des étudiants yéménites au titre de la prochaine rentrée.

Il a également été question des "voies et moyens de développement des relations bilatérales et de la situation qui prévaut dans les pays arabes, notamment en Palestine, dans le Golfe et au Maghreb".

S'exprimant sur la situation en Libye et dans la région du Sahel, les deux parties ont évoqué "les expériences de sortie des crises par la voie du dialogue et de la Réconciliation nationale. La politique de la concorde civile et de la réconciliation nationale adoptée en Algérie a été présentée à cette occasion".

Dans ce contexte, M. Messahel a indiqué que l'Algérie "qui prône la solution politique comme elle le fait pour le cas de la Libye, suit avec un grand intérêt l'évolution de la situation au Yémen", estimant que le rétablissement de la paix et de la stabilité au Yémen, en Syrie et en Libye "est de nature à servir les intérêts de la nation arabe".

Concernant la réforme de la Ligue arabe, M. Messahel a passé en revue "les idées proposées par l'Algérie", soulignant l'importance de la coordination entre l'Algérie et le Yémen dans ce sens.

M. N.

RÉALISATION DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

**Tebboune ordonne la réception
avant la fin 2017**

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a donné samedi à Alger des instructions fermes pour l'accélération de la cadence de réalisation du projet de la Grande mosquée d'Alger pour son ouverture aux fidèles en décembre prochain. Lors d'une visite de travail et d'inspection au projet de réalisation de la Grande mosquée d'Alger, M. Tebboune a insisté sur l'impératif de "respecter les délais impartis de concert avec la présidence de la République, à savoir décembre 2017, ce qui exige un travail en 3X8 pour rattraper le retard enregistré". Le Premier ministre a exprimé son mécontentement face à la lenteur enregistrée dans la réalisation des travaux au niveau de plusieurs structures du projet, à l'instar du minaret et de la salle de prière, soulignant l'importance de rattraper le retard accusé estimé à près de 4 mois. Il a ordonné, dans ce sens, l'élaboration d'un nouveau plan, "hebdomadaire", sur l'état d'avancement des travaux, ajoutant que le "dôme de la mosquée devrait être posé à la prochaine

visite d'inspection au chantier, prévue dans un mois".

Les responsables du projet et les intervenants sont appelés à intensifier la coordination pour respecter les délais fixés et assurer une meilleure efficacité de réalisation, a poursuivi M. Tebboune, rappelant que le ministère des Affaires religieuses était la seule partie habilitée à effectuer les choix artistiques, notamment en ce qui a trait à la décoration et à la calligraphie. S'agissant des projets de logements, M. Tebboune s'est dit satisfait du rythme de réalisation, au regard des opérations de remise des clés qui ont lieu au quotidien à travers l'ensemble du territoire national.

Il a déclaré à la presse que "les projets de logement avancent dans le bon sens, en dépit de quelques lacunes enregistrées" soulignant dans ce sillage l'importance des projets de réalisation des nouvelles villes à l'instar de Sidi Abdallah et Bouinan, qu'il a qualifiées de "belle surprise". S'étendant sur plus de 27 hectares, la Grande mosquée d'Alger compte une salle de

prière d'une superficie de 20.000 m², une esplanade et un minaret d'une hauteur de 267 m, outre une bibliothèque, un centre culturel, une maison du Coran, des jardins, un parking, des bâtiments administratifs et d'autres pour la Protection civile et la sécurité, ainsi que des espaces réservés à la restauration.

Lancé en 2012, le projet est supervisé par la Société chinoise de réalisation "China State Construction Engineering Corporation" (CSCEC).

**ENTRETIEN AVEC LE
VICE-PRÉSIDENT DE LA
BEI**

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) en charge de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena), Romain Escolano, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique samedi un communiqué des services du Premier ministre.

L'entretien a permis d'évoquer "l'état d'évolution des relations qui unissent l'Algérie et cet

important partenaire dont la collaboration remonte à plus de trois décennies", souligne la même source.

A l'évocation du caractère traditionnel des ces relations, le vice-président de la BEI a fait part à son hôte du "souhait" de cette institution de "promouvoir de nouvelles voies de travail et de coopération avec l'Algérie ainsi que de sa disponibilité à apporter toute son expertise dans le domaine de l'accompagnement à la réalisation des grands projets". Pour sa part, M. Tebboune, tout en saluant "l'intérêt porté par cette importante institution au développement de l'Algérie", a appelé à la recherche d'"opportunités susceptibles de permettre un saut qualitatif dans le domaine de la coopération financière, particulièrement dans le montage des projets relevant des secteurs appelés à jouer le rôle de leviers de la croissance économique, notamment la PME-PMI", ajoute la même source.

L'entretien a eu lieu en présence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Meryem L.

DEPUIS JANVIER 2017

**L'Etat n'a pas dépensé de la devise sur l'importation
des véhicules**

Lors d'un point de presse en marge d'une réunion avec les cadres de son secteur, le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a indiqué samedi, à Alger, qu'aucun véhicule n'a été importé avec la devise de l'Etat depuis janvier 2017. Interrogé sur les 530 millions dollars d'importations de véhicules enregistrés sur les cinq (5) premiers mois de l'année en cours, le ministre a expliqué que ces voitures avaient été importées par des particuliers avec leurs propres moyens financiers en utilisant les licences des moudjahidine: "C'est leur droit sachant que maintenant, on n'a pas permis l'importation des véhicules", a-t-il ajouté. S'agissant de l'octroi des licences d'importation des véhicules au titre de l'année 2017, le ministre s'est gardé de donner la date de livraison de ces licences, en laissant entendre que celles-ci restent tributaires des résultats de la commission installée par le ministère de l'Industrie, chargée d'établir un nouveau cahier des charges pour la construction auto-

mobile. "Le travail se fait actuellement au ministère de l'Industrie pour requalifier le cahier des charges relatif à la construction automobile", a-t-il poursuivi. "C'est un secteur qui est maintenant sous le coup des licences d'importations. Quand la licence sera libérée, les quotas connus et les conditions portées à la connaissance de tous les concessionnaires, on connaîtra alors les conditions dans lesquelles évoluera cet aspect de la distribution de véhicules", a-t-il déclaré. "C'est un tout et c'est un travail qui sera mené d'une manière globale par le ministère de l'Industrie", a-t-il dit en guise de réponse à un journaliste qui l'interrogeait si les quotas des licences d'importation seraient définis une fois le nouveau cahier des charges sera établi. Et d'ajouter: "quand le travail de cette commission aura pris fin, tous ces questionnements trouveront les réponses au moment opportun". Concernant l'aspect de la production industrielle des véhicules, il a fait valoir que le dossier était actuellement ouvert

au niveau du ministère de l'Industrie et au niveau d'une commission de travail dont les résultats des travaux seront connus prochainement. Selon lui, les travaux de cette commission vont permettre une organisation claire quant à l'industrialisation et la commercialisation y compris pour la vente des véhicules dans le marché parallèle.

Abordant les négociations avec l'OMC, le ministre a rappelé que douze (12) rounds de négociations avaient déjà eu lieu et qu'un autre était prévu durant l'année 2017 en tenant à préciser que le principe à respecter est "la préservation du marché national et les composantes de l'industrie locale".

Quant au respect des engagements commerciaux de l'Algérie avec ses partenaires commerciaux, M. Saci a soutenu que "l'Algérie est en train de préserver une industrie récente et ses équilibres financiers, et ce, sans toucher à ses relations avec d'autres pays".

Mourad N.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Existence d'une dynamique positive

La visite de travail du Commissaire européen chargé de la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, en Algérie mercredi et jeudi prochains, reflète la dynamique positive qui caractérise les relations bilatérales, a indiqué l'ambassadeur algérien en Belgique et auprès de l'UE, Amar Belani. Cette visite du Commissaire Hahn, la deuxième après celle qu'il a effectuée en mai 2016, revêt une importance particulière. Elle reflète la dynamique positive qui caractérise les relations bilatérales et le souci partagé par les autorités algériennes et européennes de créer les conditions d'un dialogue suivi et permanent sur les questions d'intérêt commun, a expliqué l'ambassadeur algérien dans une interview

accordée à Afrique-Asie, publiée samedi sur son site. Pour le diplomate algérien, cette évolution qualitative s'est renforcée depuis le début de cette année où on a enregistré pas moins de quatre rencontres à haut niveau qui ont eu lieu à Bruxelles et à Alger, notamment entre Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE, et les représentants du gouvernement algérien, affirmant que la visite du commissaire constituera ainsi une nouvelle séquence politique du rapprochement entre l'Algérie et l'UE, avec un focus sur la déclinaison opérationnelle des projets convenus d'un commun accord. Il a indiqué que cette visite sera suivie, le mois d'octobre prochain, par la visite à Alger du Commissaire européen chargé de l'Union de la

sécurité, Julian King, rappelant que la visite de Johannes Hahn fait également suite à l'adoption des priorités communes de partenariat lors de la 10e session du Conseil d'association Algérie-UE qui s'est tenue à Bruxelles, le 13 mars dernier.

Amar Belani a précisé qu'il s'agit d'une véritable feuille de route qui articule les principaux axes de la coopération bilatérale pour la période 2017-2020 dans les domaines jugés clés dans la consolidation des relations Algérie-UE, tels que la gouvernance politique, le partenariat dans le domaine de l'énergie, le dialogue stratégique dans le domaine de la sécurité, la diversification économique et le dialogue dans le domaine de la dimension humaine, de la migra-

tion et de la mobilité. De par la diversité des points qui seront abordés lors de la visite du Commissaire Hahn, qui couvrent un large éventail de questions en lien avec les relations bilatérales et, plus largement, avec la situation dans la région notamment au Sahel et en Libye, on relève, non sans satisfaction, l'importance qu'attache l'Union européenne à consolider le partenariat riche et multidimensionnel avec l'Algérie, en engageant avec ses autorités un dialogue ouvert visant une meilleure compréhension des défis auxquels elles font face et l'examen des voies et moyens d'y répondre dans le respect de leur souveraineté et en tenant compte de leurs intérêts respectifs, a expliqué le diplomate algérien.

Kh. M.

Les flux migratoires, la bonne gouvernance et la mondialisation

Professeur des Universités,
expert international Dr
Abderrahmane MEBTOUL

Actuellement un sujet très sensible divise les Algériens. L'objectif est de nous rassembler et non de nous diviser face à la baisse du cours des hydrocarbures de longue durée comme je le signalais depuis 2010 aux autorités algériennes et donc d'inévitables tensions budgétaires 2017/2020. Concernant l'aspect migratoire, il s'agit de ne pas se tromper de cibles pour paraphraser le langage militaire mais d'avoir une vision stratégique tenant compte du nouveau monde et cela s'applique également à toute la politique socio-économique. Pour l'Algérie son Excellence Mr le Président de la République a toujours accordé une attention particulière à l'Afrique: rappelons son initiative pour le NEPAD. Donc ils s'agira de poser les véritables problèmes pour avoir de véritables solutions loin de toute démagogie et surenchère. Si l'aspect sécuritaire doit être posé, garant de la sécurité nationale le danger du terrorisme étant à nos frontières, le sujet de l'avis de la majorité des experts que j'ai consultés est bien plus complexe.

1.-Nous sommes à l'ère de la mondialisation où les flux migratoires sont une réalité concrète. Les migrations se sont globalisées, les mêmes causes, urbanisation et métropolisation du monde, pression démographique, chômage, information, et transnationalisation des réseaux migratoires. Les catégories de migrants et de pays sont devenues plus complexes, la mondialisation des migrations s'accompagnant d'une régionalisation des flux migratoires. A l'échelle mondiale, les migrations s'organisent géographiquement où des complémentarités se construisent entre zones de départ et d'accueil. Celles-ci correspondent à des proximités géographiques, à des liens historiques, linguistiques et culturels, à des réseaux transnationaux construits par les migrants, et des passeurs (forme d'esclavage) qui forment un espace formel ou informel de circulation, accompagné ou non de facilités institutionnelles de passage. Les migrations ont plus que triplé depuis le milieu des années 1970 : 77 millions en 1975, 120 millions en 1999, 150 millions

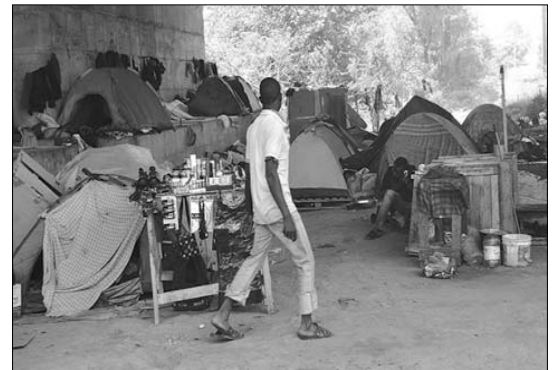
au début des années 2000, près de 300 millions en 2017. En 2016, l'immigration du continent Afrique de 1,2 milliard d'habitants qui abritera 2,5 milliards de personnes, soit un quart de la population mondiale, en 2050, a dépassé les arrivées syriennes, afghanes et irakiennes en Europe. Selon une communication de Frontex, cité par le quotidien lemond.fr l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, du 6 janvier 2017, 93 % de ceux qui ont débarqué en Italie, venaient de ce continent. L'agence chargée des frontières extérieures de l'Europe estime même que "cette évolution reflète la pression migratoire croissante du continent africain, et plus particulièrement de l'Afrique occidentale, responsable de la majeure partie de la croissance des arrivées par cette route en 2016". L'immigration africaine est mixte, composée de réfugiés éligibles au droit d'asile (Erythréens, Soudanais, Éthiopiens), mais aussi de migrants économiques, notamment originaires de l'Afrique de l'Ouest. Principale communauté arrivée en Italie, les Nigériens ont constitué 21 % des entrants, suivis par les Erythréens (11,7 %), les Guinéens (7,2 %) et les Ivoiriens (6,7 %). Cela traduit les facteurs de la mobilité pour différentes raisons : écarts entre les niveaux de développement humain, crises politiques et environnementales, productrices de réfugiés et de déplacés, baisse du coût des transports, généralisation de la délivrance des passeports, rôle des media, prise de conscience que l'on peut changer le cours de sa vie par la migration internationale. Le réchauffement climatique dont la responsabilité en incombe aux pays riches et certains pays émergents qui frapperont de plein fouet l'Afrique 2025/2030/82040 accentuera cet exode.

2. Il appartient aux dirigeants des pays développés au lieu d'avoir une autre vision que sentimentaliste de prendre leurs responsabilités, eux qui ont profité et profitent toujours des richesses de ce continent, ont encouragé la corruption de certains dirigeants du Sud et notamment en Afrique leur permettant des achats de résidences de luxe sans compter les avoirs déposés dans les paradis fiscaux. S'il y a des corrompus il y a forcément des corrupteurs. Mais existe une raison de l'absence d'espoir dans les pays pauvres qui sont mal gouvernés. Un rapport récent de l'ONU montre que les transferts illégaux de capitaux de l'Afrique vers le reste du monde entre 1980-2010 ont dépassé le produit intérieur brut actuel de l'Afrique et des aides cumulés. Le sommet de La Valette, qui a réuni à Malte les dirigeants européens et africains, en novembre 2015, a bien été consacré à ce sujet, mais les mesures annoncées ne sont pas jugées suffisantes - en dépit du chèque de 1,8 milliard d'euros signé par l'Union européenne pour ces pays. Faute d'une bonne gouvernance d'une lutte contre la corruption, (moralité des dirigeants africains) d'éviter ces guerres fratricides pour la prise du pouvoir, la majorité des dirigeants africains n'ont pu assoier un véritable développement pour leur population, sans compter le mépris pour l'élite poussant contrairement leurs discours sous un faux couvert dit "nationaliste qui ne porte plus, à l'exode de cerveaux. Ces différents facteurs accentuent la bipolarisation entre trois mondes, les pays riches, les pays émergents, et les pays pauvres poussant ces derniers à l'exode et comme on le constate journalièrement au suicide collectif (des milliers de morts en mer). Aussi, dirigeants du Nord et du Sud en sont en grande partie responsables.

3.- Face à cette situation, les dirigeants algériens doivent avoir une autre vision de la politique de l'immigration. L'accord entre l'UE et la Turquie, signé en mars 2016 et par lequel Ankara s'engage, moyennant finances à contrôler l'émigration vers l'Europe, est une explication à ce que bon nombre d'Africains décident de s'installer définitivement aux pays limitrophes dont l'Algérie. Aujourd'hui, les Africains du sud du Sahara représentent à peine 10 % des migrants de la planète, et la plupart de ces "déplacés" sont juste passés dans un pays voisin du leur. Selon l'OIM, en 2015, je cite le rapport : "sur les 32 millions qui ont pris la route, la moitié d'entre eux ont posé leur sac sur leur continent". Situation nouvelle, ces migrants africains qui ne sont pas venus de leur plein gré mais ont fui la misère, et la guerre, ne sont plus de passage mais s'installent définitivement au niveau des régions du Maghreb dont l'Algérie régies par des accords internationaux. Cette situation nouvelle appelle donc des solutions nouvelles, loin d'une vision xénophobe, raciste, comportement étranger à la nature de la population algérienne. Il s'agit d'adapter la législation algérienne. Mais surtout pour l'Algérie de coordonner les actions avec l'Europe, avec les pays riverains, les dirigeants africains concernés, soit pour une prise en charge transitoire, pour le rapatriement, sans dévaloriser la personne humaine et d'établir pour certains des cartes de séjour transitoire pour une émigration choisie dont a besoin l'Algérie dans l'agriculture, le tourisme, le BTPH ect... pour éviter l'assistance dévalorisante. La position de l'Algérie depuis l'indépendance politique a été une position constante vis à vis de l'Afrique, son espace économique naturel. C'est un procès d'intention de vouloir, comme on le constate actuellement à travers la majorité des médias internationaux de la dénaturer car les efforts contre les flux migratoires doivent faire l'objet d'une large concertation internationale, les coûts mutualisés, l'Algérie ne pouvant supporter à elle seule le poids financier et devant tenir compte de l'infiltration terroriste. En résumé, selon nos informations, Mr Ahmed Ouyahia s'est exprimé en tant que partisan comme secrétaire général du RND, propos mal formulés et donc mal interprétés et non pas en tant que directeur de cabinet de la présidence de la république. Pourtant, il appartient aux dirigeants algériens de parler d'une même voix pour éviter de mauvaises interprétations. Une bonne communication mesurée, tenant compte du nouveau contexte géostratégique et des intérêts supérieurs du pays, une nouvelle politique socio-économique s'impose pour éviter le déniement de l'Algérie et lui assurer un véritable développement loin des utopies du passé. L'immigration qui, sans bonne gouvernance mondiale et locale, risque d'atteindre un niveau record, pose la problématique tant de la sécurité mondiale impliquant une refonte des relations internationales fondées sur un partenariat gagnant/gagnant et de la sécurité intérieure par une gouvernance renouvelée de l'Afrique, continent à paradoxe : riche à fortes potentialités mais côtoyant une misère croissante.

La mondialisation et les flux migratoires intra-africains

Je remercie vivement, mon ami Mr Abdelkader Messahel ministre des Affaires étrangères pour ses aimables conseils Mais je porte l'entière responsabilité de cette contribution Concernant l'Afrique, alors que les médias internationaux se focalisent sur l'afflux des migrants vers l'Europe, le phénomène est de loin



en ampler intra-africain comme le montre une étude récente (2016) relative à une enquête de l'année 2015, de l'organisation internationale pour les migrations

1.-Les démographes considèrent que les migrations seront une importante variable d'ajustement d'ici 2050, échéance à laquelle 2 ou 3 milliards d'individus supplémentaires sont attendus sur la planète, alors que les effets des modifications climatiques se feront probablement déjà sentir et que certaines zones ne pourront plus nourrir une population supplémentaire. Une migration humaine est un déplacement du lieu de vie d'individus. C'est un phénomène probablement aussi ancien que l'humanité dont le nombre augmente de 2 % par an. Il mesure un stock et comprend la migration volontaire et la migration forcée. Les migrations internes aux pays sont également en augmentation, mais on parle alors plutôt de déplacements de populations. Les statistiques montrent que les très grandes vagues migratoires ont récemment diminué, au profit d'une tendance à l'immigration choisie favorable à l'exode des cerveaux et compétences des pays pauvres, au détriment de ces derniers. Les caractéristiques du phénomène migratoire actuel sont la diversification des pays de provenance et de destination, ainsi que les formes prises par la migration. On estime que le rapatriement de capitaux dans les pays d'origine en provenance des pays d'accueil est au moins égal si ce n'est très supérieur à la quantité d'aides financières apportées par les pays dits "riches" aux pays plus pauvres.

2.- L'immigration désigne aujourd'hui l'entrée, dans un pays ou une aire géographique donnée, de personnes étrangères qui y viennent pour un long séjour ou pour s'y installer. Le mot immigration vient du latin in-migrare qui signifie "rentrer dans un lieu". En marge de ce phénomène existe celui de la double nationalité et du nomadisme La notion d'immigré repose sur les déclarations de lieu de naissance et de nationalité L'émigré est celui qui a quitté l'endroit où il se trouvait pour un autre endroit, un autre État, afin de s'y installer durablement. Selon les experts internationaux elle peut avoir plusieurs causes :

- économique : la recherche d'un emploi, d'une prospérité plus grande, de meilleures conditions de travail. C'est la principale cause d'émigration actuelle ;
- politique : la fuite d'un régime oppressif ;
- religieux : l'espoir d'une terre d'accueil plus tolérante ;
- climatique : le goût pour un environnement météorologique différent (en général plus chaud et plus ensoleillé) ;
- fiscal : la volonté de se placer dans un endroit légal et financier plus favorable. Ce phénomène joue particulièrement pour les strates les plus élevées de la société et en faveur des paradis fiscaux.

3.-Concernant l'Afrique, l'organisation internationale dans une étude récente (2016) met en relief les flux intra-africains.

Où s'expatrient-ils ?

- 1.-Afrique de l'Ouest...5.927.519 personnes
- 2.-Afrique de l'Est...4.583.385 personnes
- 3.-Afrique australe...2.761.732 personnes
- 4.-Afrique centrale...2.039.776 personnes
- 5.-Maghreb..... 319.954 personnes

Les premiers pays de départ

- 1.-Burkina Faso1.425.661 dont1.294.323 en Côte d'Ivoire
- 2.-RD Congo 1.192.697 dont..... 303.580 en Ouganda
- 3.-Soudan..... 1.190.255 dont..... 552.391 au Soudan du Sud
- 4.-Mali..... 902.272 dont 356.019 en Cote d'Ivoire

Les premiers pays d'accueil

- 1.-Côte d'Ivoire..... 2.093.354 dont.....1.294.323 Burkina Faso
- 2.-Afrique du Sud..... 2.23.732 dont 475.403 Zimbabwe
- 3.-Nigeria..... 1.076.442 dont 351.985 Béninoise
- 4.-Ethiopie..... 1.063.000 dont 375.202 Sud Soudanais

Pour le total Maghreb, l'étude citée donne le nombre de 319.954 personnes. Selon des experts algériens pour le cas Algérie, données qu'il convient de prendre avec toutes les précautions nécessaires, environ 40% d'entre eux, sont venus en Algérie pour travailler ; 40% sont dans une sorte de "transit" vers le continent européen ; ce sont les plus instruits et ils visent à s'installer en Espagne, en Italie ou en France et 20% de ces migrants qui sont en Algérie voudraient rentrer chez eux, mais ne peuvent le faire. Face à l'ampleur du phénomène, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire ont révélé, récemment la préparation en cours d'un fichier national pour recenser le nombre de migrants africains, et l'élaboration d'une loi sur les réfugiés. Le ministre de l'Intérieur a déclaré, en outre, la possibilité de leur emploi dans des chantiers de construction, entre autres, considérant que l'Algérie a un besoin de main-d'œuvre dans certains domaines. Le ministre des Affaires étrangères algérien affirmant la position officielle de l'Algérie a tenu à souligner que l'Algérie a toujours été solidaire avec l'Afrique mais qu'il y a lieu d'être attentif à la sécurité nationale, certains réseaux terroristes pouvant s'infiltrer et qu'une large concertation internationale est nécessaire pour mutualiser les actions, mais que la résolution à long terme passe par un véritable développement du continent fondé sur un partenariat gagnant/gagnant, loin de tout esprit de domination.

BATNA

1^{er} atelier international sur le patrimoine bâti de la région des Aurès

Le premier atelier international sur le patrimoine bâti de la région des Aurès a réuni samedi à l'Auberge de jeunes de la commune de Ghoufi, dans la wilaya de Batna, des experts nationaux en architecture et en restauration des anciennes constructions, en vue de répertorier et reconnaître l'état du patrimoine bâti notamment celui se trouvant le long de Oued Labiodh.

Les participants à l'atelier, auquel prennent part également des experts français et italiens, s'intéresseront notamment aux thaliâth (bâtisses collectives de stockage des récoltes et provisions) ainsi qu'aux vieux villages et zaouïas de la région, a indiqué Azzedine Guerfi, président de l'atelier et de l'association Medghassène, initiatrice de la rencontre.

L'atelier qui se poursuivra jusqu'au 25 juillet, envisagera également les modes d'intégration de ce patrimoine urbanistique traditionnel au tissu des nouvelles cités de la région pour en constituer l'identité essentielle, ainsi que la question de l'importance de la préservation et valorisation de ce patrimoine, a ajouté la même source.

Organisé avec le concours de l'association RehabiMed, les universités Batna 1 et 2, l'Ecole d'architecture de Barcelone (Espagne) et le département de génie civil et d'architecture de l'université de Cagliari (Italie), l'atelier prévoit des sorties de terrain afin de constater de visu des constructions plusieurs fois séculaires de villages de la vallée Oued Labiodh.

De son côté, le directeur local de la culture, Omar Kebbour, a relevé que la rencontre s'intéressera au départ aux constructions du premier balcon de Ghoufi pour définir les principales périodes historiques et envisagera, dans un autre temps, les actions de restauration et d'intervention à engager.

Cette région est connue pour sa richesse historique et archéologique s'enfonçant jusque dans les périodes préhistoriques, a expliqué M. Guerfi, estimant que toute intervention exige de bien connaître les spécificités de chaque époque.

Les travaux de l'atelier et les propositions pour la prochaine édition 2018 de cette rencontre seront débattus le 24 juillet, ont indiqué les organisateurs.

ORAN

Un colloque national des artisans de joaillerie et de bijoux traditionnels

Le premier colloque national des artisans de fabrication de joaillerie et bijoux traditionnels sera organisé l'année en cours à Oran, a-t-on appris du président de la chambre de l'artisanat et des métiers d'Oran.



Les travaux de cette première édition se tiendront sous forme d'ateliers, dont le premier traitera de la législation et la loi régissant le marché de l'or et de l'argent", a indiqué Boukhari Farhat, en présentant la fiche technique du colloque lors d'une rencontre régionale du Club de l'artisan bijoutier, organisée à Oran. "Le deuxième sera dédié à la formation des artisans alors que le troisième traitera des matières premières", a-t-il précisé.

Ce colloque, organisé par la CAM et l'association Club de l'artisan bijoutier, sera animé par des juristes, des représentants

des secteurs des impôts, des douanes, du tourisme, de l'artisanat, de la formation et de l'enseignement professionnels.

Il est prévu également la participation de représentants de l'Agence nationale de transformation et distribution de l'or et matières précieuses (ALGENOR), de la Société d'exploitation des mines d'or (ENOR), outre des importateurs privés d'or et argent, des compagnies privées de commercialisation de matériels de fabrication de bijoux, a souligné M. Boukhari.

Ces ateliers auxquels prendront part des membres du Club des artisans bijoutiers et de bijoux traditionnels, créé en mai dernier à Oran, permettront d'exposer les préoccupations des artisans et de présenter des propositions pour dégager des solutions afin d'organiser ce métier et assurer son développement et sa valorisation, a expliqué le président de la chambre d'artisanat et des métiers d'Oran. Dans ce contexte, Boukhari Farhat a indiqué que la CAM d'Oran envisage de créer un atelier de formation dans le domaine de la joaillerie et des bijoux traditionnels au

profit des jeunes. Cet atelier sera domicilié au niveau de la maison de l'artisanat pour garantir la pérennité de ce métier, qui a régressé ces dernières années pour compter actuellement quelque 240 bijoutiers et 15 artisans en bijoux traditionnels à Oran, alors qu'ils étaient, il y a quelques années en arrière, plus de 1.000 artisans et employaient chacun trois personnes. Cette rencontre régionale, à laquelle ont pris part le directeur local du tourisme et de l'artisanat, le directeur de la CAM et des artisans de certaines wilayas de l'ouest du pays, a permis d'exposer des préoccupations des artisans bijoutiers dont celles relatives aux taxes et à la fiscalité, l'approvisionnement en matière première, l'absence d'articles de contrôle de produits de 14 carats, la régulation du marché de l'or. Le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers a affirmé que le Club de l'artisan bijoutier d'Oran est un espace pour réunir les spécialistes et dégager les préoccupations des professionnels du secteur pour les faire parvenir aux pouvoirs publics afin de trouver des solutions idoines.

ADRAR

Vif engouement pour le nouveau souk hebdomadaire d'Ougrout

Le souk (marché) hebdomadaire de la commune d'Ougrout, dans la wilaya déléguée de Timimoune (200 km Nord d'Adrar), connaît un vif engouement des citoyens, bien que de récente création, depuis moins d'un mois.

Ce rush hebdomadaire sur ce souk du jeudi, reflète l'attente de la population locale de ce type d'espaces commerciaux, ou les familles défavorisées trouvent un endroit idéal pour se procurer des produits nécessaires et dénicher des articles à des prix pour le moins à la portée de tout le monde, a expliqué un des visiteurs de ce marché.

Si Ahmed, habitant d'un des ksour proches de la commune d'Ougrout, a salué l'ouverture, à l'initiative de la population locale, de ce marché pour s'approvisionner en produits nécessaires et proposer des articles, même de vieux objets, à la vente.

"Cet espace promet un développement des échanges commerciaux dans un cadre organisé et contrôlé, avec le concours des parties concernées", a-t-il soutenu.

Abdelkrim, un jeune d'Ougrout a lui aussi salué l'initiative qui, dit-il, lui ouvre de larges perspectives dans la pratique commerciale, notamment de petites activités lucratives telles la vente de pigeons, de lapins, de produits dattiers et d'épices pour s'assurer des rentrées d'argent et lui procure une occupation que le tient loin de la délinquance.

Implanté à l'esplanade des expositions à Tiberghamine, le Souk renferme plusieurs ailes dédiées au commerce des fruits et légumes, d'oiseaux et d'animaux domestiques, de denrées alimentaires "faits maison", d'effets vestimentaires traditionnels, des produits de literie, à la vente de bétail et même de véhicules d'occasion.

De création toute récente, ce marché hebdomadaire n'a depuis cessé de gagner du terrain et de s'imposer parmi les régions d'Adrar attirant de plus en plus de visiteurs venant de différentes zones du Gourara faire leurs emplettes, sous l'oeil vigilant des services de la sûreté qui, par souci de faire respecter l'ordre, procèdent à l'organisation du mouvement de la circulation routière et piétonne induit par la forte affluence sur ce marché.

La wilaya d'Adrar accuse, à l'instar d'autres régions du pays, un déficit en marchés hebdomadaires, notamment dans les régions du Touat, du Tidikelt et de la wilaya déléguée frontalière de Bordj Badji Mokhtar, dont les populations, notamment celles à revenus modestes, aspirent à l'aménagement de pareils espaces ou sont pratiqués relativement des prix abordables.

WILAYAS CÔTIÈRES

5900 enfants issus de familles nécessiteuses bénéficient de séjours de solidarité

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme Ghania Eddalia, a souligné, samedi à Mostaganem, que 5 900 enfants, issus de familles nécessiteuses ont bénéficié de séjours de solidarité dans les wilayas côtières. La ministre a précédé au lancement d'un séjour de solidarité au centre psycho-pédagogique des enfants déficients mentaux à Mazagran où elle a souligné que 5.900

enfants issus de familles nécessiteuses et des orphelins de 20 wilayas du Sud et des Hauts-plateaux bénéficieront de séjours durant les vacances d'été dans l'une des 14 wilayas côtières.

Elle a ajouté que la wilaya de Mostaganem accueillera 300 enfants des wilayas du Sud et des Hauts-plateaux en deux sessions et ce, jusqu'au 11 août prochain, soulignant que Mostaganem est prête à accueillir 400 enfants dans le cadre de cette opération

de solidarité.

La ministre a souligné que trois wilayas ont été intégrées à cet élan de solidarité par rapport à l'année dernière. Il s'agit de Souk Ahras, Khenchela et Tébessa.

A cette occasion, Ghania Eddalia a appelé les encadreurs de ces séjours à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des enfants.

Par ailleurs, la ministre a inspecté plusieurs structures re-

levant de son secteur à l'instar du centre spécialisé de réduction de mineurs, l'établissement de l'enfance assistée, le centre d'accueil des personnes âgées de Sayada.

Auparavant, elle a présidé l'ouverture d'une journée d'étude, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'enfant, commémorée pour la première fois en Algérie sous le slogan " La Parole à l'enfant ", rappelle-ton.

TELECOM ITALIA

Dorénavant pas de conflit avec Rome

Le contentieux opposant Rome à l'administrateur délégué de Telecom Italia, Flavio Cattaneo, est terminé, a annoncé le ministre italien de l'Industrie, Carlo Calenda, dans un entretien publié par Il Sole 24 Ore.



Flavio Cattaneo et Rome s'opposaient sur les modalités du déploiement du très haut débit dans les zones non économiquement viables depuis plusieurs semaines. Ce conflit a attisé les tensions entre l'ancien monopole public et le gouvernement, conduisant Vivendi, premier actionnaire de Telecom, à demander à Flavio Cattaneo d'assouplir sa position, ont dit à Reuters plusieurs sources proches du dossier. Dans l'entretien accordé à Il Sole 24 Ore, Carlo Calenda dit tenir Flavio Cattaneo en haute estime et le qualifie "d'excellent dirigeant". "Quand il a adopté un ton inapproprié vis à vis du gouvernement, je le lui ai fait

remarquer. Il s'est excusé et l'histoire c'est arrêtée là", a déclaré Carlo Calenda. Des sources de Reuters ont affirmé cette semaine que Vivendi et Flavio Cattaneo étaient toujours en désaccord et que ces divergences pourraient conduire le groupe français à se séparer du dirigeant italien.

VIVENDI TENTE DE PLACER L'UN DES SIENS CHEZ TELECOM ITALIA

Vivendi cherche à positionner l'un de ses cadres, Amos Genish, pour occuper un rôle de premier plan chez Telecom

Italia, ce qui permettrait au groupe français d'exercer une plus grande influence sur l'administrateur délégué de l'opérateur historique, ont déclaré deux sources à Reuters. Les relations entre Vivendi et l'administrateur délégué de Telecom Italia, Flavio Cattaneo, se sont dégradées après des échanges houleux de ce dernier avec le ministre italien de l'Industrie, Carlo Calenda, et d'autres responsables du gouvernement, sur le déploiement du très haut débit à travers le pays, avaient rapporté à Reuters des sources la

semaine dernière. Les propos de Flavio Cattaneo ont agacé Vivendi qui ne veut pas contrarier davantage Rome alors que son influence croissante dans la péninsule est déjà critiquée, selon les sources. Vivendi est le principal actionnaire de Telecom Italia (TIM) avec 24% du capital et détient également une participation de 30% dans le diffuseur italien Mediaset avec lequel il est en conflit. L'administrateur délégué de Telecom Italia a toutefois démenti mardi l'existence de la moindre tension avec les actionnaires du groupe, son conseil d'administration ou le président du conseil Arnaud de Puyfontaine, qui est également le président du directoire Vivendi. Flavio Cattaneo a également qualifié de totalement fausses les rumeurs sur son éventuel départ et a affirmé qu'il resterait à son poste jusqu'au dernier jour de son mandat en 2020. Mais une source proche du dossier a déclaré mardi à Reuters que des tensions entre Vivendi et TIM étaient toujours présentes et une autre a dit que la situation pourrait bientôt s'empirer.

MÉDIAS

Fox ne devrait pas proposer de concessions sur Sky

Rupert Murdoch ne proposera probablement aucune concession supplémentaire pour garantir l'indépendance éditoriale de Sky, ce qui renforce l'hypothèse d'un long examen par les autorités de son projet de prise de contrôle complète du bouquet de chaînes de télévision par satellite, a dit une personne informée de la situation. Twenty-First Century Fox, le groupe de Rupert Murdoch, a annoncé en décembre le rachat des 61% de Sky qu'il ne détenait pas encore pour 11,6 milliards de livres (13,17 milliards d'euros), opération censée permettre au milliardaire de consolider son empire face à la montée en puissance de nouveaux concurrents tels que Netflix. Rupert Murdoch, qui possède aussi les journaux The Sun et Times en Grande-Bretagne, a toutefois subi un revers en juin lorsque la secrétaire d'Etat britannique aux médias, Karen Bradley, a jugé que le projet de rachat complet de Sky risquait de donner à l'homme d'affaires une influence excessive sur le paysage médiatique du pays. Karen Bradley a néanmoins déclaré qu'elle prendrait une décision définitive le 14 juillet, donnant ainsi l'espoir aux investisseurs que ce délai permettrait à Fox d'échapper à une enquête approfondie s'il proposait des concessions suffisantes sur la préservation de l'indépendance éditoriale de Sky News, la chaîne d'informations en continu de Sky. Une personne proche du dossier a cependant dit que Fox ne prendrait probablement aucune initiative supplémentaire, laissant ainsi les autorités de la concurrence examiner le dossier. Fox et Sky ont refusé de s'exprimer sur le sujet jeudi.

LES TÉLÉVISEURS SAMSUNG INTÈGENT LE STEAM LINK

Le streaming de jeu depuis son PC sans boîtier

L'application Steam Link pour les téléviseurs Samsung est disponible en version bêta pour quelques privilégiés. Le streaming de jeu PC sur le téléviseur est désormais possible sans le petit boîtier de Valve. De même que le boîtier Steam Link de Valve, l'application Steam Link - disponible en version bêta pour les téléviseurs Samsung Ultra HD de 2016 et 2017 - permet de jouer à sa bibliothèque de jeux Steam, sur son PC, en étant confortablement

installé sur son canapé. Selon PC Gamer qui a déjà testé l'application bêta, il est possible de jouer en utilisant le Steam Controller ou bien, plus classique, une manette Xbox 360 filaire. Samsung travaille déjà au support d'autres manettes (PS4 et Xbox One). Le streaming fonctionne aussi bien qu'avec le boîtier dédié Steam Link, même s'il nécessite tout de même une bonne connexion locale (une connexion filaire est plus que conseillée). Il y a parfois quelques artefacts vidéo,

mais dans l'ensemble, l'expérience est bonne. Pour l'instant, le streaming de jeu via l'application est limité à une définition Full HD (1 920 x 1 080 px) et une cadence de 60 images par seconde, mais Samsung envisage le support du streaming en définition Ultra HD (3 840 x 2 160 px). L'application Steam Link pour les téléviseurs Samsung devrait être disponible pour tous un peu plus tard dans l'année.

UN INVESTISSEMENT DE 10 À 20 MILLIARDS DE DOLLARS

Buffett et Malone songent à investir dans Sprint

Berkshire Hathaway, le groupe de Warren Buffett, et Liberty Media, celui de John Malone, réfléchissent à un investissement de 10 à 20 milliards de dollars (8,72 à 17,44 milliards d'euros) dans Sprint, quatrième opérateur mobile des Etats-Unis, ont déclaré à Reuters des personnes informées de ces projets. Masayoshi Son, le directeur général du japonais Softbank, qui contrôle Sprint, s'est entretenu séparément cette semaine avec Warren Buffett et avec John Malone lors d'un rassemblement annuel d'hommes d'affaires à Sun Valley, dans l'Idaho, ont dit ces sources, confirmant des informations du Wall Street Journal. L'action Sprint prenait 4,76% à 8,59 dollars à un quart d'heure de la clôture à Wall Street. Sprint est au cœur des rumeurs sur une éventuelle consolidation du secteur des télécoms aux Etats-Unis.

Des sources ont déclaré le mois dernier à Reuters que les câblo-opérateurs américains Charter Communications, qui appartient à John Malone, et Comcast étaient entrés en négociation exclusive pendant deux mois avec Sprint, qui a en conséquence suspendu jusqu'à fin juillet ses discussions en vue d'une fusion avec l'opérateur T-Mobile US.

Contrairement à John Malone, le directeur général de Comcast, Brian Roberts, a manifesté un intérêt limité dans un éventuel investissement de son entreprise dans Sprint, ont dit les sources. Sprint, Berkshire Hathaway et Liberty Media n'ont pas répondu dans l'immédiat aux sollicitations de Reuters.

FINANCEMENT START-UP

Samsung NEXT s'ouvre à l'Europe et vise Paris

Samsung Next, fonds institutionnel rattaché au groupe coréen éponyme, prend position en Europe. Il faudra s'attendre à un relais à Paris. Samsung NEXT, un fonds corporate de la firme coréenne, pose ses valises en Europe avec un nouveau directeur général pour couvrir la zone (Felix Petersen) et la volonté d'ouvrir plusieurs bureaux en Europe. Parmi les points d'ancrage figurent Berlin, Londres et Paris qui sera ouvert "dans les prochains mois", précise-t-on du côté de Samsung Next. L'origine du fonds remonte à 2013 mais l'initiative n'est vraiment structurée que depuis janvier 2017 avec une capacité d'investissement de 150 millions de dollars. En disposant de relais en Corée, aux USA, le fonds corporate a déjà servi à investir dans plus de 60 jeunes pousses

dans le monde dont certaines ont été rachetées ultérieurement par Samsung : LoopPay (paiement mobile), Joyent (cloud), Viv (intelligence artificielle) ou SmartThings (Internet des objets).

La branche européenne de Samsung NEXT scrutera avec intérêt les profils de start-up évoluant dans la réalité aug-

mentée ou virtuelle, l'IA ou l'IoT. Elle aura vocation à offrir aux start-up des capitaux, ressources, expertises et des relais avec l'écosystème Samsung "pour les aider à grandir" selon le communiqué.

Aux Etats-Unis, Samsung s'appuie sur ses propres ressources (Strategy & Innovation Center, Global Innovation

Center et Samsung Research America) pour creuser le filon de l'IoT.

Mais, pour compléter ses propres capacités R&D, Samsung tend à s'ouvrir aux innovations extérieures. En Corée du Sud, il a créé l'an passé un incubateur dédié aux start-up de la mobilité (Creative Square).

AFFAIRE WESTERN DIGITAL-TOSHIBA

La justice ne tranche pas entre les deux

Un juge américain a reporté vendredi sa décision concernant le recours déposé par Western Digital pour empêcher Toshiba de vendre sa division de puces mémoires sans son consentement. Le groupe japonais, dont la principale usine de puces mémoires au Japon est exploitée conjointement avec Western Digital, cherche à vendre cette activité pour couvrir les pertes de sa filiale nucléaire américaine Westinghouse. Il espère en retirer au moins

2.000 milliards de yens (15,5 milliards d'euros). Toshiba a désigné en juin un acquéreur privilégié, un consortium mené par un fonds adossé à l'Etat japonais et par le fonds d'investissement américain Bain Capital. Il continue néanmoins de discuter avec d'autres interlocuteurs. Western Digital lui a soumis une offre. Le juge américain Harold Kahn a écouté les arguments des deux parties mais il n'a pas rendu de décision. Une nouvelle audience a été fixée au 28 juillet.

APRÈS DES CHIFFRES AMÉRICAINS EN DEMI-TEINTE

Les Bourses européennes sans direction

Les Bourses européennes ont terminé sans direction vendredi, le marché peinant à s'apprécier après des statistiques américaines en demi-teinte.



Les ventes au détail, en particulier, ont reculé en juin pour le deuxième mois consécutif, décevant les attentes des analystes, et les prix à la consommation ont stagné ce même mois, tombant, sur un an, à leur plus bas niveau en neuf mois, bien en dessous de la cible des 2% de la Réserve fédérale.

Le moral des ménages aux Etats-Unis a légèrement baissé en juillet se situant à un niveau inférieur à celui attendu par les analystes. "Ce n'est rien de dramatique, mais cela a amené à des prises de bénéfices", a commenté auprès de l'AFP Ludovic Dufour, gérant allocataire d'actifs chez Mandarin Gestion évoquant des "indicateurs américains inférieurs aux attentes". Selon lui, ces statistiques ont fait que "le secteur bancaire a sous-performé".

L'EUROSTOXX 50 A PERDU 0,05%

A Paris, l'indice CAC 40 a fini stable, cédant 0,09 point à 5.235,31 points dans un faible volume d'échanges de 2,5 milliards d'euros.

Les titres bancaires ont pesé sur la cote, à l'image de Société Générale (-1,25% à 48,98 euros), Crédit Agricole (-1,68% à 14,65 euros), BNP Paribas (-0,93% à 66,30 euros) ou encore Natixis (-1,31% à 6,12 euros).

Air France a gagné 1,83% à 13,36 euros. SFR a fini en hausse (+1,45% à 30,13 euros) après que le groupe de médias et

télécoms Altice, maison mère de l'opérateur, a annoncé racheter à l'espagnol Prisa sa part de 94,7% détenue dans le portugais Media Capital. Le secteur pétrolier et parapétrolier a profité d'un rebond des cours de l'or noir, à l'image de TechnipFMC (+2,76% à 24,40 euros), Total (+0,52% à 43,34 euros) et Vallourec (+3,04% à 5,43 euros).

L'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres a reculé de 0,47%, soit une baisse de 35,05 points, pour clôturer à 7.378,39 points. La presque totalité des actions a perdu de la valeur, à l'exception des minières. Le groupe Anglo American a affiché une progression de 2,10% à 1.117 pence, tandis que BHP Billiton a grimpé de 1,16% à 1.305 pence. Les valeurs bancaires ont quant à elle été tirées vers le bas par les résultats mitigés de leurs homologues américaines: Lloyds a terminé en repli de 0,68% à 66,94 pence, HSBC de 1,36% à 733,90 pence, et RBS de 1,71% à 252,40 pence.

L'indice Dax de la Bourse de Francfort, qui a gagné 1,96% sur la semaine, a fini en baisse de 0,08% à 12.631,72 points. Le MDax des valeurs moyennes a lui progressé de 0,33% à 25.162,38 points sur la séance. Daimler a abandonné 0,43% à

64,87 euros. Deutsche Bank a cédé 0,91% à 16,37 euros et sa rivale Commerzbank 1,20% à 11,13 euros. Le constructeur Volkswagen a, lui, réussi à signer une bonne séance avec une progression de 1,46% à 145,45 euros, en tête de l'indice. L'indice Ibex-35 de la Bourse de Madrid a perdu 0,03% à 10.655,1 point. L'aciériste Acerinox a signé la plus forte hausse (+2,10% à 11,66 euros) et la banque Banco Sabadell la plus forte baisse (-1,95% à 1,86 euro). Le secteur bancaire est globalement en repli avec -0,94% à 5,80 euros pour Santander et -0,14% à 4,32 euros pour CaixaBank. Parmi les points lourds de l'indice, Telefonica (télécoms) a perdu 0,47% à 9,29 euros, tandis qu'Inditex (textile, Zara) gagnait 0,44% à 34,20 euros.

La Bourse de Lisbonne a terminé en baisse de 0,31% à 5.302,57 points, pénalisée par la banque BCP, qui a reculé de 2,86% à 0,25 euro. A l'inverse, le groupe électricien EDP a progressé de 0,99% à 2,96 euros. Sa filiale pour les énergies renouvelables, EDP Renovaveis, a quant à elle grignoté 0,95% à 6,93 euros. Autre gagnant de la séance, le papetier et cimentier Semapa s'est apprécié de 1,27% à 17,20 euros. La Bourse de Milan a cédé 0,14% à 21.492 points. La plus forte baisse a été enregistrée par Telecom Italia, avec une chute de 2,72%, à 0,8045 euro après des informations de presse évoquant une rupture insurmontable entre le patron de l'opérateur, Flavio Cattaneo, et son principal actionnaire, Vivendi.

Mauvaise séance également pour Unipol (-1,88% à 3,958 euros) et UniCredit (-1,88% à 3,958 euros).

En revanche, Leonardo a gagné 2,5% à 15,55 euros.

L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a progressé de 0,38% à 521,07 points.

Le groupe de médias et télécoms Altice a grimpé de 2,02% à

20,45. L'assureur Aegon a chuté de 0,73% à 4,78 euros, et le géant néerlandais de la distribution Ahold Delhaize a perdu 0,49% à 17,20 euros. L'indice Bel-20 de la Bourse de Bruxelles a fini en hausse de 0,21% à 3.902,78 points. Parmi les valeurs en hausse, le groupe de métallurgie Umicore enregistre la meilleure performance: +3,18% à 66,80 euros. Parmi les valeurs dans le rouge, le groupe de télécommunications Proximus était le moins bien loti: -0,61% à 31,04 euros.

RASSURÉE PAR LA FED, LA BOURSE DE PARIS VA POUVOIR SOUFFLER

Secouées récemment par les banques centrales, la Bourse de Paris et ses homologues européennes devraient profiter d'un moment de répit la semaine prochaine après le message d'apaisement distillé par la Fed, même si les résultats d'entreprises leur promettent un peu d'animation.

"Les semaines à l'avenir seront relativement calmes et le flux de nouvelles devrait rester positif comme il l'a été cette semaine" avec en particulier les bons chiffres de la production industrielle en zone euro, a estimé auprès de l'AFP Vincent Juvyns, un stratège de JPMorgan AM. Faute d'indicateurs majeurs, ce sont surtout les publications de résultats du deuxième trimestre qui devraient rythmer la semaine boursière européenne. Il s'agit "d'avoir la confirmation que l'embellie macroéconomique à laquelle nous assistons toujours en Europe, et aux Etats-Unis d'ailleurs, se traduit au niveau microéconomique par des résultats en hausse", commente M. Juvyns. Justement, cette nouvelle saison "s'annonce sous les meilleurs auspices après un quatrième trimestre 2016 qui fut excellent et un premier trimestre 2017 qui le fut autant puisque les entreprises de la zone euro ont en moyenne affiché une croissance bénéficiaire de 20% par rapport à l'année précédente", souligne-t-il. "L'activité économique au deuxième trimestre a été telle qu'il n'y a pas de raison de craindre de grosses déceptions", abonde Didier Saint-Georges, membre du comité d'investissement chez Carmignac Gestion.

Les investisseurs pourront vérifier cette dynamique positive la semaine prochaine avec la deuxième estimation des chiffres de l'inflation pour la zone euro en juin tandis qu'en Chine est attendu, entre autres statistiques de premier plan, le PIB du deuxième trimestre.

Au Royaume-Uni seront également publiées l'inflation et les ventes au détail pour le mois de juin, des statistiques qui donneront une idée de la performance de l'économie britannique en fin

de deuxième trimestre, après un premier trimestre décevant.

LES BANQUES CENTRALES EN LIGNE DE MIRE

La microéconomie devrait revenir sur le devant de la scène, mais les investisseurs continueront quand même à garder un œil sur les banques centrales, dont les messages successifs ont donné du grain à moudre aux marchés ces dernières semaines, alors que la Banque centrale européenne (BCE) se réunit jeudi prochain. Le conseil des gouverneurs de l'institution de Francfort "devrait de nouveau discuter de manière intensive de la poursuite de sa politique monétaire l'an prochain", juge Michael Schubert, un économiste de Commerzbank, selon lequel "peu de décisions sont à attendre" de ce rendez-vous. Depuis fin juin, les marchés ont "été très affectés par le discours des banques centrales, y compris celui de la BCE à Sintra, au Portugal, quand Mario Draghi a employé des mots assez nouveaux en disant que les risques de déflation étaient désormais dépassés", rappelle M. Saint-Georges. Entre-temps, de manière plus officieuse, "les banques centrales ont calmé le jeu" puisque "des membres de la BCE ont expliqué qu'il ne fallait pas se méprendre sur le sens des propos de Mario Draghi et que naturellement la BCE resterait extrêmement vigilante pour ne pas resserrer indûment sa politique monétaire", observe-t-il. Le discours prononcé mercredi et jeudi devant le Congrès par la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed) est allé dans le même sens, entraînant un soulagement général des marchés. L'idée était de dire que "même si l'économie va bien, que le niveau du chômage est très bas, il ne faut pas s'inquiéter d'une réduction du bilan de la Fed trop rapide", a décrypté M. Saint-Georges. D'autant que la faiblesse de l'inflation, l'un des principaux indicateurs scrutés par la Fed, s'est à nouveau vérifiée ce vendredi aux Etats-Unis avec des prix à la consommation qui ont stagné en juin et sont tombés, sur un an, à leur plus bas niveau en neuf mois. La Fed a voulu "confirmer sur la direction mais rassurer sur la vitesse" du futur resserrement monétaire, qui reste inexorable, poursuit-il.

"Les marchés sont revenus dans cette idée qu'ils pouvaient rester un petit peu dans ce meilleur des deux mondes, c'est-à-dire une économie qui soit ni trop chaude, ni trop froide et les banques centrales parviennent pour l'instant à les maintenir à l'intérieur de ce chemin assez étroit", conclut M. Saint-Georges.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 07 JUILLET 2017

BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	108.1460	108.1610
EURO	1 EUR	123.4487	123.4982
POUND STERLING	1 GBP	140.0673	140.1231
JAPAN YEN	100 JPY	95.0233	95.0615
YUAN HONG KONG	1 CNH	15.8991	15.9028
SWISS FRANC	100 CHF	11238.2833	11243.3472
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	83.2789	83.3225
DANISH KRONE	100 DKK	1659.8011	1660.5410
SWEDISH KRONA	100 SEK	1281.1534	1281.7562
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1290.1248	1290.7657
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	29.4403	29.4508
SAUDI RIYAL	1 SAR	28.8343	28.8460
KUWAIT DINAR	1 KWD	356.4469	356.9670
TUNISIAN DINAR	1 TND	44.2751	44.7200
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	11.2110	11.2800

Séance de cotation des valeurs mobilières du 10 JUILLET 2017

	Alliance Assurance	400,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	520,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saïdal	660,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	325,00	1 209,918

PRODUCTION DE FRUITS

ITALIE Multiples incendies, le parc national du Vésuve en feu

Les pompiers sont intervenus plus d'un millier de fois ce week-end dans toute l'Italie pour lutter contre des incendies, souvent des feux de broussailles ou de maquis, parfois des foyers menaçants, comme sur les pentes du volcan du Vésuve, à l'est de Naples.

Les situations les plus critiques en fin de journée concernaient des localités situées à proximité du parc national du volcan du Vésuve, en feu sur un front de deux kilomètres avec des flammes très hautes. Quelques restaurants et habitations ont été évacués.

Toute la journée, une colonne de fumée partant du sommet du volcan était visible dans tout le golfe de Naples. Des cendres ont aussi atteint une section d'autoroute.

Selon l'agence italienne Agi, le procureur de la commune balnéaire de Torre Annunziata (située au pied du Vésuve et à côté des ruines de Pompéï), a ouvert une enquête pour déterminer l'origine exacte des incendies.

Le centre opérationnel de la protection civile a procédé à 37 opérations de largage d'eau, pour la plupart en Sicile, à l'aide de Canadairs et d'hélicoptères. Les pompiers ont dû beaucoup intervenir en Sicile, où règnent de fortes chaleurs estivales et où de nombreuses routes ont été bloquées.

A Messine, à l'extrémité nord-est de la Sicile, ville encerclée par des feux qui avait dû procéder à des évacuations d'habitations ainsi que d'une université lundi, la situation s'est nettement améliorée mardi. Les flammes ont notamment dévasté 2 000 hectares de champs d'oliviers et de vignes. La région naturelle du Gargano, un promontoire qui s'avance dans la mer adriatique dans la région des Pouilles (sud), a également été touchée par les incendies depuis lundi. La situation semblait sous contrôle mardi, mais le feu s'est propagé à d'autres zones en raison du vent, a indiqué la protection civile. Les pompiers ont aussi été très actifs mardi en Calabre, dans la région de Rome et dans les Abruzzes.

Z.D.

En ce début d'été, les producteurs de fruits français font face à une concurrence espagnole exacerbée et à la pression de la grande distribution, qui pèse sur les prix auxquels ils vendent leur production, une menace dénoncée par les syndicats agricoles.

"Les difficultés ont démarré avec les cerises, on est vigilant sur les pêches et les nectarines, mais le point d'orgue c'est l'abricot, on n'a jamais eu une campagne comme celle-ci de mémoire d'arboriculteur. On est dans une situation inextricable", indique à l'AFP le président de la Fédération nationale des producteurs de fruits, Luc Barbier, pour qui certains producteurs "ne vont pas s'en remettre".

Cette crise intervient alors que la consommation de fruits et légumes est en nette baisse chez les Français: "En 2016, on n'a jamais eu aussi peu de grands consommateurs de fruits et légumes", assure une étude du Crédoc diffusée mardi.

Symptôme du malaise, environ deux tonnes de pêches ont été déversées mardi à Perpignan, devant le Consulat d'Espagne, par des agriculteurs pour protester contre une



concurrence jugée déloyale des producteurs espagnols accusés d'utiliser de la main-d'œuvre sous-payée.

"Pour la pêche, le marché reste tendu. Le prix du kilo tourne autour de 1,50 euro conditionné. Il faudrait qu'on le vende à 1,70 euro pour être un peu à l'aise", indique Yves Aris, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA).

"Aujourd'hui, les exploitations sont fragiles, les trésoreries faibles. Il faut réexpliquer au consommateur que notre produit a un prix", assure-t-il.

Dans le même temps à Paris, la Confédération paysanne a organisé mardi une vente d'abricots Place de la République pour défendre les producteurs obligés de vendre leurs fruits à des prix "historiquement bas".

Elle dénonçait ainsi "des fruits qui partent des exploitations à des prix délirants de 50 centimes le kilo et qui sont revendus 3 euros le kilo dans les lieux de vente, alors même qu'ils sont conditionnés par l'exploitant et qu'il n'y a aucune transformation", selon Laurent

Pinatel, porte-parole du syndicat agricole.

ARRACHAGE DES ARBRES FRUITIERS

Le service statistique du ministère de l'Agriculture, Agreste, confirme qu'en juin, le cours de l'abricot était inférieur de 27% à la moyenne 2012-2016.

Même chose pour les cerises: en juin, la consommation n'a pas été suffisante pour absorber les volumes et les prix de la cerise se sont effrités, selon Agreste.

"La production française d'abricots a démarré en avance" et "c'est le prix à l'export de l'Espagne qui a fixé le prix de la saison", explique André Bouchut, responsable de la filière fruits et légumes de la Confédération paysanne.

Par conséquent, "les producteurs ne ramassent plus, certains vont même arracher" leurs arbres. Cela s'était déjà produit il y a dix ans avec les pêches et les nectarines françaises, également concurrencées par leurs concurrentes espagnoles, assure-t-il.

Mais l'Espagne n'est pas seule en cause selon les syndi-

cats agricoles. La Confédération paysanne dénonce "les centrales d'achat" de la grande distribution et leur "politique dévastatrice de prix bas à grand renfort de produits espagnols, alors même que la récolte française bat son plein".

"Les grands distributeurs nous disent qu'ils ont fait la bascule, qu'ils achètent français, mais en réalité ils veulent la marchandise française au prix espagnol, alors que les coûts de production ne sont pas les mêmes", explique M. Barbier. Selon le représentant des producteurs, "les acheteurs de la distribution font pression sur les prix en utilisant la marchandise espagnole qui arrive sur le territoire à 50% du coût de revient de la production française". Pour la Confédération paysanne, "les états généraux de l'alimentation décidés par le gouvernement sont dans l'obligation de rééquilibrer le rapport de force", mais M. Barbier reste pour sa part sceptique sur la possibilité de faire plier la grande distribution et estime que "la solution ne pourra être qu'europeenne".

Ahmad K.

SELON UNE ÉTUDE :

L'extinction de masse des animaux s'accélère

Rhinocéros, gorilles, mais aussi des lions autrefois en sécurité... L'extinction de masse des animaux s'accélère et il ne reste sans doute que 20 ou 30 ans pour juguler cet "anéantissement biologique" qui met en danger "les fondements de la civilisation humaine", alerte une nouvelle étude.

Plus de 30% des espèces de vertébrés sont en déclin, à la fois en termes de population et de répartition géographique, indique cette étude parue dans la revue Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS). "Il s'agit d'un anéantissement biologique qui survient au niveau global, même si les espèces auxquelles appartiennent ces populations existent toujours quelque part sur Terre", affirme l'un des auteurs de l'étude, Rodolfo Dirzo, professeur de biologie à l'Université de Stanford. "La sixième extinction de masse est déjà là, et la fenêtre de tir pour agir efficacement est très étroite, sans doute deux ou trois décennies au maximum", écrivent-ils. Il s'agit d'une "attaque effrayante contre les fondations de la civi-

lisation humaine". La Terre a connu jusqu'à présent cinq extinctions de masse, la dernière en date, celle des dinosaures, remontant à 66 millions d'années. Selon la plupart des scientifiques, une sixième est en cours. Pour les auteurs de cette nouvelle étude, elle est déjà "allée plus loin" qu'on ne le pensait jusqu'à présent, au vu d'études précédentes qui portaient exclusivement sur l'extinction des espèces et pas seulement sur la taille et la répartition des populations. Les chercheurs de l'Université de Stanford et de l'Université nationale autonome de Mexico se sont intéressés aux populations d'animaux sauvages. Ils ont dressé une carte de la répartition géographique de 27 600 espèces d'oiseaux, amphibiens, mammifères et reptiles, un échantillon représentant près de la moitié des vertébrés terrestres connus. Ils ont analysé aussi les baisses de population dans un échantillon de 177 espèces de mammifères, pour lesquelles ils disposaient de données détaillées, sur une période allant de 1900 à 2015.

PLUS QUE 20 000 LIONS

Sur ces 177 mammifères, tous ont perdu au moins 30% de leurs aires géographiques de répartition et plus de 40% en ont perdu plus de 80%. Les mammifères d'Asie du Sud et du Sud-Est sont particulièrement touchés: toutes les espèces de gros mammifères analysées y ont perdu plus de 80% de leur aire géographique, indiquent les chercheurs dans un communiqué accompagnant l'étude. Environ 40% des mammifères - dont des rhinocéros, des orangs-outans, des gorilles et de nombreux grands félins - survivent désormais sur 20%, voire moins, des territoires sur lesquels ils vivaient autrefois. Le déclin des animaux sauvages est attribué principalement à la disparition de leur habitat, à la surconsommation des ressources, la pollution ou le développement d'espèces invasives et de maladies. Le changement climatique pourrait aussi y contribuer de plus en plus.

Ce mouvement alarmant s'est récemment accéléré. "Plusieurs espèces d'animaux qui étaient relativement en sécurité

il y a dix ou vingt ans", comme les lions et les girafes, "sont désormais en danger", selon cette étude. Le lion (*Panthera leo*), par exemple, était présent sur la plus grande partie de l'Afrique, dans le sud de l'Europe et au Moyen-Orient, jusque dans le nord-ouest de l'Inde. "Il est désormais réduit à des populations éparpillées en Afrique sub-saharienne, avec une population résiduelle dans la forêt de Gir" (ouest de l'Inde). "Une immense majorité des populations de lions a disparu", indiquent les auteurs. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), il ne reste plus que 20 000 lions dans le monde. Ces pertes "massives" en termes de populations et d'espèces sont "un prélude à la disparition de nombreuses autres espèces et au déclin des écosystèmes qui rendent la civilisation possible", avertit l'auteur principal de l'étude, Gerardo Ceballos. Les chercheurs appellent à agir contre les causes du déclin de la vie sauvage, notamment la surpopulation et la surconsommation.

Lakhdar A.

ÉTUDIANTS SAHRAOIS
À OUDAYA

L'intergroupe sur le Sahara occidental solidaire avec les détenus

L'intergroupe sur le Sahara occidental au Parlement européen a exprimé samedi sa solidarité avec les étudiants sahraouis détenus à Oudaya, condamnés à de lourdes peines de prison, exhortant la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini à agir pour que leurs droits soient respectés et les sentences prononcées à leur rencontre "annulées". "En tant que membres du Parlement européen, nous exprimons notre solidarité avec le groupe des +étudiants d'Oudaya+ et demandons votre intervention", ont écrit les députés européens Jytte Guteland, Paloma Lopez, Ivo Vajgl, Bodil Valero et Fabio Massimo Castaldo dans une lettre adressée à la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité au nom de l'intergroupe sur le Sahara occidental. Ces eurodéputés ont appelé Mme Mogherini à intervenir pour que les sentences prononcées, le 6 juillet dernier, à l'encontre des 14 prisonniers politiques sahraouis connus sous le nom du groupe des "étudiants d'Oudaya", soient annulées car ils estiment que "le droit à un procès équitable n'a pas été respecté". L'intergroupe sur le Sahara occidental a demandé à Mogherini d'agir pour que des enquêtes sur les allégations de torture soient menées afin que les auteurs de tels actes soient tenus pour responsables.

Les députés européens ont plaidé également pour le respect des droits fondamentaux de tous les prisonniers politiques sahraouis, appelant la délégation de l'UE à Rabat à aller à la rencontre de ces prisonniers et de surveiller toute procédure judiciaire future. Considérant qu'en vertu du droit international, le peuple sahraoui a un droit inaliénable à l'autodétermination, l'intergroupe sur le Sahara occidental a réclamé l'autorisation des étudiants sahraouis et des défenseurs des droits de l'homme à organiser des manifestations pacifiques pour leurs droits. Dans leur lettre à la chef de la diplomatie européenne, les eurodéputés ont regretté le report, à plusieurs reprises, du jugement de ce groupe d'étudiants sahraouis détenus à Oudaya (Marrakech), lesquels sont privés de liberté depuis mars 2016. "Ce groupe a passé plus de 501 jours en prison sans procès, en violation de la loi marocaine. Le procès a été reporté 12 fois avant de pouvoir commencer le 9 mai 2017", ont-ils rappelé, soulignant que les détenus n'ont cessé de dénoncer leur détention arbitraire et les mauvais traitements et abus dont ils sont victimes, sans que les autorités marocaines n'aient agi en conséquence. "Cette question a été soulevée à plusieurs reprises par l'UE dans le cadre de son dialogue politique avec le Maroc, mais sans résultats", ont-ils déploré, relevant que cette situation a suscité "beaucoup d'inquiétudes" concernant la violation des droits de l'homme par les autorités marocaines. Citant des observateurs internationaux, l'intergroupe sur le Sahara occidental a soutenu que les peines de 3 à 10 ans prononcées à l'encontre des étudiants sahraouis reposent sur des "aveux obtenus sous la torture" comme l'ont affirmé les accusés eux-mêmes. "Ces accusations n'ont pas fait l'objet d'une enquête, en violation flagrante de la Convention des Nations unies contre la torture, à laquelle le Maroc est partie", ont-ils souligné. Par ailleurs, l'intergroupe sur le Sahara occidental a relevé l'"indéniable" caractère politique du procès des étudiants sahraouis qui participaient activement à des manifestations pacifiques pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, des manifestations violemment réprimées par les autorités marocaines.

RÉPRESSION DANS LE RIF

L'ambiguïté de l'Union européenne

L'Union européenne (UE) et ses Etats membres entretiennent une ambiguïté et un flou artistique concernant la vague de répression et d'arrestations arbitraires dans le nord du Maroc (Rif), a noté l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles et auprès de l'UE, Amar Belani.



"En Europe, l'UE et ses Etats membres entretiennent une ambiguïté et un flou artistique concernant cette vague de répression et d'arrestations arbitraires, fermant les yeux sur des pratiques de torture révélées par des organisations et activistes marocains, et s'interdisant tout commentaire ou appréciation critique sur la situation au motif, fort commode, de ne pas compliquer davantage les relations, déjà tendues, avec le Maroc", a affirmé Amar Belani dans une interview accordée à Afrique Asie, publiée samedi sur son site, estimant que ces instances ont une posture morale à géométrie variable.

Pour ce diplomate, il n'y a qu'à observer le discours évasif et les réactions plus que mesurées des officiels européens et onusiens face à la répression de la contestation populaire au Rif, qui dure depuis plus de sept mois, alors qu'elle suscite, partout ailleurs, émoi et condamnation, notamment de

la part des organisations de la société civile au Maroc et dans le monde. Il a rappelé, dans ce contexte, les propos surréalistes et malvenus du représentant du Maroc auprès des Nations unies à New York qui, à la question d'une journaliste (de l'APS) qui l'interrogeait sur la situation dans le Rif, a débité, comme à son habitude, des contre-vérités pour présenter son pays comme une démocratie idyllique, respectueuse de la liberté d'expression et d'opinion où les manifestants ne sont ni attaqués ni emprisonnés. Sur un autre plan, l'ambassadeur algérien a vivement déploré le silence des autorités espagnoles face au recours unilatéral du Maroc à la délimitation de son domaine maritime qui, d'après lui, a pour principal objectif l'intégration de l'espace maritime longeant les côtes du Sahara occidental dans le système juridique du royaume, pour barrer la route au Front Polisario qui remet légitime-

ment en cause la souveraineté du Maroc sur les eaux territoriales sahraouies, prolongement naturel du territoire non autonome du Sahara occidental, conformément au droit international.

En ce qui concerne l'Union africaine (UA), sur laquelle il a estimé qu'elle a été jusque-là relativement épargnée par les nuisances marocaines, Amar Belani a relevé que, depuis l'adhésion du Maroc à l'organisation en janvier 2017, semble parasitée par les actions chahuteuses de ce pays qui entend, avec le soutien de quelques gouvernements africains amis, détricoter toutes les décisions relatives au Sahara occidental.

Il s'agit d'une fiction volontairement entretenue par le Maroc et ses relais médiatiques, visant à faire croire à sa capacité à remettre en cause, sitôt entré à l'UA, des positions fermes et solidement ancrées de l'institution panafricaine sur la question du Sahara occiden-

tal, a-t-il fait constater, estimant qu'il est inimaginable de croire que cette organisation va changer, du jour au lendemain, sa position doctrinale sur la question, alors que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) siège en son sein. Il a également indiqué qu'il est inconcevable d'envisager que l'UA puisse un jour renoncer au principe sacrosaint de l'intangibilité des frontières héritées de la période coloniale, qui est intrinsèquement lié à son positionnement par rapport au conflit du Sahara occidental, rappelant les décisions et résolutions adoptées par le 29e Sommet des chefs d'Etat de l'UA qui confirment leur attachement collectif à un règlement juste et durable du conflit, lequel doit nécessairement passer par un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies et des décisions de l'UA/OUA.

MAURITANIE

Des milliers de manifestants contre le référendum constitutionnel

Plusieurs milliers de Mauritanien ont manifesté samedi à Nouakchott contre le référendum du 5 août sur une révision de la Constitution, à l'appel d'une coalition de l'opposition menant campagne pour un "boycottage actif" du scrutin, a constaté l'AFP. La marche s'est achevée par un meeting où les orateurs se sont succédé pour dénoncer "un coup d'Etat contre la Constitution", accusant le régime du président Mohamed Ould Abdel Aziz de "dérive autoritaire gravissime", selon les termes du président de la coalition, l'islamiste Jemil Ould Mansour.

"Vous avez donné à l'avance à travers cette forte mobilisation les résultats du référendum avant le jour du scrutin, c'est un message clair au régime pour qu'il mette fin à son aventure inutile", a-t-il martelé. Il s'agit de la première action de la nouvelle coalition de huit composantes de l'opposition qui prône un "boycottage actif" du scrutin. Elle regroupe plusieurs formations de l'opposition radicale rassemblées au sein du Forum national pour la démocratie et l'unité (FNDU), ainsi que l'ONG anti-esclavagiste Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste.

La révision constitutionnelle prévoit notamment la suppression du Sénat et le changement du drapeau national. Elle a été adoptée le 9 mars par les députés, mais rejetée par les sénateurs, pourtant majoritairement favorables au pouvoir.

La décision du président Mohamed Ould Abdel Aziz de passer outre le rejet du projet par la voie parlementaire en le soumettant à référendum a provoqué la controverse, l'opposition et plusieurs constitutionnalistes contestant la légalité de cette procédure.

Le chef de l'Etat s'est engagé à plusieurs reprises à ne pas tenter de modifier la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, assurant qu'une "Constitution ne peut être changée pour des intérêts personnels", sans parvenir à faire taire les soupçons de l'opposition à ce sujet.

Le projet de révision a été élaboré lors d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition dite modérée en septembre-octobre 2016.

Le pouvoir et l'opposition modérée appellent à voter oui le 5 août.

Outre la suppression du Sénat, qui serait remplacé par des Conseils régionaux élus, le projet prévoit celle de la Haute cour de justice, du médiateur de la République et du Haut conseil islamique.

Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 2008, l'actuel président, un ancien général, a été élu en 2009, puis réélu en 2014 pour cinq ans.

LIBYE

Après une fermeture de trois ans, Benghazi rouvre son aéroport

L'aéroport international de Benghazi a rouvert officiellement samedi pour des vols commerciaux, sous forte présence policière, après une fermeture de trois ans en raison des combats dans la ville, a rapporté The Daily Mail.

Les premiers vols aller de l'aéroport de Benina étaient à destination de Tripoli, capitale libyenne,

d'Amman, en Jordanie, et de la ville de Kufra, dans le sud-est du Liban.

Les vols sont également prévus à destination et en provenance de Tunis, Istanbul, Alexandrie et la ville de Zintan en Libye occidentale.

Les vols sont exploités par deux sociétés d'Etat, Libyan Airlines et Afriqiyah Airways.

Benina est situé à l'est

de Benghazi, la deuxième ville de Libye, où les combats se sont intensifiés en été 2014 lorsque des forces fidèles au commandant Khalifa Haftar ont lancé une campagne militaire contre des terroristes et d'autres adversaires.

Début juillet, Haftar a déclaré la victoire dans la campagne militaire contre ses rivaux au centre-ville.

ZONE EURO

Un changement de politique de la BCE attendu en septembre

La Banque centrale européenne devrait attendre septembre avant d'annoncer un virage vers une réduction de sa politique ultra-accommodante, montre une enquête Reuters auprès d'économistes rendue publique.



Mario Draghi

L'amélioration de la croissance économique en Europe et les commentaires des responsables de la BCE ont renforcé les attentes autour d'un changement de la politique l'institution de Francfort, vraisemblablement sous la forme d'une annonce de la réduction de ses achats d'actifs, même si les anticipations d'inflation ne plaident pas pour un tel changement.

Les rendements obligataires en Allemagne et dans la zone euro sont brusquement remontés ces dernières semaines et cette tendance devrait s'accroître au cours de l'année à venir, selon différentes enquêtes Reuters effectuées au cours des dernières semaines auprès de gérants de

fonds, de stratèges en revenus obligataires et d'analystes en devises.

La croissance économique de la zone euro devrait rester forte mais stable jusqu'à la fin de 2018, montre la dernière enquête Reuters auprès de plus de 75 économistes. Mais les analystes ont réduit légèrement les anticipations d'inflation pour cette année par rapport à il y a un mois. Le plan d'action le plus probable de la BCE en septembre est d'annoncer une réduction de ses 60 milliards d'euros d'achats mensuels d'actifs, probablement dès le début de 2018, montre une enquête. "Notre scénario de base est que (la BCE) ne précisera pas les détails en septembre mais elle donnera une indication très claire qu'une réduction est dans les tuyaux", a déclaré Carsten Brzeski, chef économiste chez ING. "Elle est confrontée au même problème que tant d'autres banques centra-

les, à savoir une reprise cyclique de la croissance sans pression inflationniste", a-t-il ajouté.

Le défi pour la BCE est également de préparer les marchés à une réduction de ses achats d'actifs sans pour autant créer un vent de panique autour de cette réduction, a-t-il expliqué.

Un peu plus d'un quart des économistes interrogés ont déclaré que la BCE n'annoncerait aucun changement en septembre. Une proportion similaire d'économistes prédit une extension de son programme d'assouplissement quantitatif (QE) au-delà de décembre mais avec une réduction du montant des achats mensuels d'actifs.

LE TON ADOPTÉ EN JUILLET SURVEILLÉ

"Le ton qui sera adopté en juillet donnera des indices pour savoir si l'ajustement de la politique (de la BCE) en septembre ou en octobre", a déclaré Claus

Vistesen, économiste au Panthéon. Un peu plus de la moitié des personnes sondées (56%) pensent que la BCE ne modifiera pas ses orientations sur la politique monétaire lors de sa réunion de la semaine prochaine. Le Wall Street Journal a rapporté jeudi que la BCE devrait annoncer lors de sa réunion de politique monétaire du 7 septembre que son programme de rachats d'actifs sera progressivement réduit l'an prochain. Le président de la BCE, Mario Draghi, pourrait donner le prochain indice sur ses projets à la fin du mois d'août, avait ajouté le quotidien américain. Jeudi, s'exprimant à l'antenne d'une radio lettone, Ilmars Rimsevics, membre du conseil des gouverneurs de la BCE, a cependant démenti cette information. Le programme d'achats d'actifs de la Banque centrale européenne pourrait continuer pendant au moins "deux ans" en raison de la faiblesse de l'inflation dans la zone euro, a-t-il dit. L'enquête Reuters suggère que la BCE ne devrait pas augmenter ses taux d'intérêt avant le quatrième trimestre 2018. Ensuite, la banque centrale devrait relever son taux de dépôt de 10 points de base contre -0,4% actuellement. Les prévisions médianes montrent que le produit intérieur brut augmentera de 0,4% par trimestre d'ici la fin de 2018 dans la zone euro et à un rythme similaire dans les principales économies du bloc, l'Allemagne et la France. La croissance française devrait plafonner cette année et l'an prochain à 1,5%, puis s'effriter à 1,4% en 2019, estiment les économistes interrogés par

Reuters.

Les anticipations d'inflation demeurent cependant faibles. On s'attend à ce que l'inflation de la zone euro dépasse 1,5% cette année et l'an prochain mais l'objectif de la BCE d'une inflation légèrement inférieure à 2% ne serait pas atteint avant 2020. L'enquête a été menée du 10 au 13 juillet.

LE QE VA PERDURER QUELQUES ANNÉES

Le programme d'achats d'actifs de la Banque centrale européenne pourrait continuer pendant au moins "deux ans" en raison de la faiblesse de l'inflation dans la zone euro, a déclaré Ilmars Rimsevics, membre du conseil des gouverneurs de la BCE. "En juin, les prévisions d'inflation ont été réduites et nous voyons que l'inflation devrait être de 1,5% cette année et de 1,3% l'année suivante", a-t-il dit à l'antenne d'une radio lettone. "Cela montre que l'objectif d'inflation à moyen terme de 2% n'est pas atteint, ce qui signifie que ce programme pourrait continuer pendant au moins deux ans", a-t-il ajouté, faisant référence au programme d'assouplissement quantitatif (QE) de la BCE. Ces propos contrastent avec les affirmations du Wall Street Journal selon lesquelles la BCE annoncerait lors de sa réunion de politique monétaire du 7 septembre que son programme de rachats d'actifs sera progressivement réduit l'an prochain. Ces affirmations ont provoqué un mouvement de vente sur les marchés obligataires européens.

Mustapha S.

FRANCE

Les économistes prudents sur la croissance

La croissance de l'économie française devrait plafonner cette année et l'an prochain à 1,5%, puis s'effriter à 1,4% en 2019, estiment les économistes interrogés. Les prévisions médianes de l'enquête trimestrielle sur l'économie française publiée vendredi se situent en-deçà de celles du gouvernement qui, dans son rapport pour le débat d'orientation budgétaire présenté cette semaine, table sur 1,6% de croissance cette année puis 1,7% en 2018 comme en 2019. Elles varient peu par rapport à la précédente enquête, publiée en avril, où ils attendaient 1,4% de croissance cette année puis 1,5% en 2018. S'agissant du déficit public, qui s'élevait à 3,4% du PIB fin 2016, les économistes interrogés le voient à 3,1% de la richesse nationale en 2017, puis 3,0% en 2018 et 2,9% en 2019. Le gouvernement a confirmé cette semaine l'objectif d'un déficit public sous 3% du PIB cette année, comme la France s'y est engagée auprès de ses partenaires européens, et annoncé son intention de le ramener à 2,7% l'an prochain, via notamment un effort d'au moins 20 milliards d'euros sur les dépenses publiques.

LÉGER RALENTISSEMENT DE L'INFLATION

Le rythme de l'inflation a légèrement fléchi en juin en France, revenant à 0,7% sur les douze derniers mois contre 0,8% à fin mai, indique l'Insee, qui confirme son estimation provisoire publiée fin juin. Pour

l'indice des prix harmonisé IPCH, qui permet des comparaisons avec les autres pays de la zone euro, la progression sur un an est tombée à 0,8% contre 0,9% un mois plus tôt, une évolution là aussi confirmée. Il revient ainsi à son rythme de croissance le plus faible depuis décembre. Sur le seul mois de juin, l'indice en normes françaises (IPC) est resté inchangé de même que l'indice IPCH, comme il avait été annoncé en première estimation. En données corrigées des variations saisonnières, les prix à la consommation sont également restés stables en juin et leur rythme de progression sur un an revient aussi à 0,7% (contre 0,8% fin mai). L'inflation sous-jacente (hors tarifs publics et produits à prix volatils) a progressé de son côté de 0,1% le mois dernier, son évolution sur un an s'inscrivant à +0,4%, soit le même rythme qu'en mai. Quant à l'inflation hors tabac, elle s'établit à 0,7% en rythme annuel. L'évolution des prix à la consommation de juin a été marquée par un nouveau recul de l'énergie (-1,1% après -1,5% en mai) qui a été compensé par la hausse saisonnière des prix des services (+0,3%, dont +5,0% pour le transport aérien et +0,6% pour les services de santé). Les prix alimentaires ont reculé de 0,3% (dont -2,3% pour les produits frais), indique l'Insee. Les prix des produits manufacturés sont restés quasi stables (+0,1%). La moyenne de l'inflation hors tabac en glissement annuel sur les six premiers mois de l'année s'inscrit à 1,05%, ce qui pourrait justifier une hausse de la

remunération du livret A, actuellement de 0,75%. La nouvelle formule de calcul du taux du livret A, mise en œuvre pour la première fois pour sa révision semestrielle de juillet, se fonde toujours sur les taux du marché monétaire et l'inflation hors tabac mais lissés sur six mois pour éviter les à-coups temporaires. Les premiers sont toujours en territoire négatif mais le niveau de l'inflation hors tabac à fin juin devrait aboutir théoriquement à une hausse du taux du livret à au moins 1,0%, alors qu'il se 0,75% depuis deux ans. Mais, avec l'environnement persistant de taux de marché très bas, sous l'influence de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, une telle hausse aurait un impact négatif sur le secteur bancaire comme sur celui du logement social, en renchérissant les coûts de financement de celui-ci. Le gouverneur de la Banque de France a toujours la possibilité d'invoquer des circonstances exceptionnelles pour déroger à la formule de calcul du livret A dans les recommandations qu'il fait au gouvernement, à qui revient toujours le dernier mot sur la question.

CRÉATIONS D'ENTREPRISES AU PLUS HAUT

Le nombre de créations d'entreprises en France a accentué sa hausse en juin pour s'inscrire à 48.603, soit 2,9% de plus qu'un mois plus tôt et un plus haut depuis novembre 2011, selon les données corrigées des variations saisonnières et des

jours ouvrables publiées par l'Insee. Initialement annoncé à +1,6%, l'évolution du nombre total de créations d'entreprises en mai a été revue en hausse de 0,2 point.

En excluant les micro-entrepreneurs (ex-auto-entrepreneurs), les créations d'entreprises de juin ont progressé de 2,0%. Sur l'ensemble du deuxième trimestre, en données brutes, le nombre cumulé de créations d'entreprises recule de 1,6% par rapport à la même période un an plus tôt. Les immatriculations de micro-entrepreneurs ont reculé de 4,6% sur ces trois mois, tandis que les créations d'entreprises classiques ont évolué irrégulièrement, avec une hausse de 1,4% pour les sociétés mais une baisse de 0,9% pour les entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs. Selon l'Insee, la construction et le commerce sont les secteurs qui ont le plus contribué à la baisse d'ensemble. Sur les douze derniers mois en données brutes, le rythme de croissance des créations d'entreprises a ralenti à +2,5% à fin juin près de +2,8% à fin mai. Cette hausse a principalement été alimentée par le dynamisme des créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+5,0%) et des créations de sociétés (+4,9%), tandis que les immatriculations de micro-entrepreneurs ont reculé de 1,1%. Le mois dernier, 39,7% des créations enregistrées au cours des douze mois précédents étaient des demandes d'immatriculation de micro-entrepreneurs, contre 41,1% un an plus tôt.

Kamel A.

VENEZUELA

L'opposition aux urnes contre la Constituante de Maduro

Les Vénézuéliens ont commencé dimanche à voter lors d'une consultation populaire symbolisée par l'opposition sur le projet de Constituante du président Nicolas Maduro, après trois mois de manifestations violentes, ont annoncé les organisateurs.



ment va rejeter la Constituante, il donnera un mandat pour exiger un changement de régime, la sortie de la dictature et l'ouverture d'une transition avec un gouvernement d'union nationale", a déclaré samedi une responsable de l'opposition, Maria Corina Machado.

Selon l'institut de sondages Datanalisis, près de 70% des Vénézuéliens sont opposés à la Constituante et 80% dénoncent la gestion par M. Maduro d'un pays en partie paralysé et traumatisé par trois mois et demi de manifestations, au cours desquelles 95 personnes ont été tuées. D'après les projections de Datanalisis, quelque 10,5 millions de personnes, sur 19 millions d'électeurs, seraient prêts à voter lors du plébiscite.

Le projet d'assemblée constituante est fermement rejeté par les antichavistes qui y voient un moyen de contourner l'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire depuis 2016. "Cela va marquer un avant et un après dans cette lutte pour récupérer la démocratie au

Venezuela", a déclaré Julio Borges, le président du Parlement.

'SHOW INTERNATIONAL'

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé sa préoccupation. "Il y a un besoin urgent d'un dialogue national au Venezuela entre le gouvernement et l'opposition", a-t-il déclaré vendredi dans un communiqué. Au même moment, le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a publié des chiffres de demandes d'asile déposées par des Vénézuéliens: elles se sont envolées ces derniers mois, avec 52.000 demandes enregistrées depuis janvier, soit plus du double de celles recensées l'an dernier. L'Assemblée constituante voulue par le président Maduro, et dont les 545 membres seront élus le 30 juillet, aura pour mission de modifier la Constitution en vigueur pour assurer, selon lui, la stabilité politique et économique du Venezuela. Dimanche également, le gouvernement a invité les citoyens à

venir tester les machines de vote qui seront mises en place à la fin du mois. Objectif: ne pas laisser le champ libre à l'opposition. Le chef de l'Etat a appelé ses adversaires à réaliser leur consultation dans un climat de "paix". "Un show international (...) faites-le, mais en paix", a déclaré le président Maduro, qui jouit du soutien de l'armée, acteur incontournable du jeu politique. La crise survient sur fond de chute depuis 2014 des cours du pétrole qui frappe de plein fouet l'économie, dont 95% des devises proviennent de l'exportation de l'or noir.

OBSERVATEURS INTERNATIONAUX

Samedi, cinq anciens présidents latino-américains sont arrivés à Caracas pour assister à la consultation de l'opposition en tant qu'"observateurs internationaux", selon Maria Corina Machado, une élue de l'opposition. A son arrivée, le Mexicain Vicente Fox a jugé que la consultation de l'opposition marquait le début "du chemin vers la fin" du gouvernement Maduro, qui "doit comprendre que personne n'en veut et qu'il ne peut pas continuer à détruire l'économie" du Venezuela. M. Fox est accompagné des anciens présidents colombien Andres Pastrana, costariciens Laura Chinchilla et Miguel Angel Rodriguez et bolivien Jorge Quiroga. Pour la MUD, la consultation populaire de dimanche sera le "détonateur" de la dernière phase de la mobilisation qui vise à forcer Nicolas Maduro à quitter le pouvoir. Elle n'écarte pas non plus la possibilité d'appeler à la grève générale.

Ces dernières semaines, le camp gouvernemental a laissé entrevoir des fêlures, avec les prises de position critiques de la procureure générale Luisa Ortega, une chaviste entrée en dissidence et menacée d'un procès qui pourrait conduire à sa destitution.

Ikram A.

TURQUIE

Pas d'adhésion à l'UE sans respect de la démocratie, selon Juncker

Le président de la Commission européenne a exhorté dimanche la Turquie à respecter les valeurs démocratiques si elle veut entrer un jour dans l'UE, au lendemain de propos très durs du président turc contre les putschistes.

"Un an après la tentative de putsch la main de l'Europe reste tendue", a écrit Jean-Claude Juncker dans une tribune publiée par l'édition dominicale du journal allemand Bild, alors que les négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'UE sont depuis plusieurs années au point mort.

Mais en échange, il est nécessaire "que la Turquie démontre clairement sa volonté d'être européenne et prenne à cœur de manière décidée les valeurs européennes fondamentales", a ajouté M. Juncker, dont les services sont chargés de mener les négociations d'adhésion avec la Turquie.

"Une Union des Droits de l'Homme, de la liberté de la presse et de l'Etat de droit n'est par exemple pas compatible avec le placement en détention à l'isolement pendant des mois de journalistes sans mise en accusation", a ajouté le président de la Commission en référence notamment au cas d'un journaliste germano-turc, Deniz Yücel, accusé par Ankara de soutien au "terrorisme". La veille, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait commémoré le premier anniversaire de la tentative de putsch le visant en promettant d'"arracher la tête des traîtres".

Ankara a lancé des purges d'une ampleur sans précédent contre les partisans présumés du mouvement Gülen, accusé d'être l'instigateur de la tentative de coup d'Etat: plus de 50.000 personnes ont été arrêtées, plus de 100.000 limogées par vagues successives.

I.A.

ETATS-UNIS

A Guam, le débat sur l'autodétermination fait rage

Faut-il demeurer une anachronique colonie américaine ou viser l'indépendance? De plus en plus de voix préconisent de trancher par référendum un débat qui fait rage à Guam depuis des décennies.

L'île de l'ouest du Pacifique, longue d'une cinquantaine de kilomètres, fête cette semaine le 73e anniversaire de la fin de l'occupation japonaise et il est plus que temps, selon l'ancien sénateur Eddie Duenas, qu'elle décide de son avenir.

Guam figure sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes qu'il faut décoloniser, à l'instar de 16 autres.

M. Duenas, lui, préconise un référendum l'an prochain, en même temps que les élections au poste de gouverneur. "Nous sommes en train de conduire mais nous ne savons pas où nous allons, ni jusque quand nous allons conduire", déclarait-il récemment lors d'un meeting dans la capitale Hagatna. "Nous n'arrêtons pas de conduire. C'est énervant." Sur le papier, Guam est depuis longtemps un territoire non incorporé organisé des Etats-Unis, ce qui signifie que ses 160.000 habitants sont

citoyens américains, mais avec des droits limités. Ils ne peuvent participer aux élections américaines, et le seul représentant de l'île au Congrès n'a pas le droit de vote sur les textes de loi.

Pour le gouverneur Eddie Calvo, cette situation n'a que trop duré.

Lui aussi demande de longue date un référendum qui proposerait trois options: l'indépendance, devenir un Etat américain ou rester dans une situation de "libre association" avec Washington.

PAS SUFFISAMMENT PAUVRES

Chaque solution a ses partisans. Pour le gouverneur, il s'agit surtout de donner la parole aux habitants. "Quel qu'il soit, leur choix sera meilleur que le statu quo", explique-t-il. "Je préférerais que les électeurs choisissent de devenir un Etat américain. Mais s'ils choisissent l'indépendance ou la libre association, ce sera mieux que la situation actuelle." L'indépendance est une question complexe du fait de la relation étroite avec les Etats-Unis. Ancienne possession espagnole, Guam est devenue colonie améri-

caine aux termes du Traité de Paris de 1898 qui mit fin à la guerre hispano-américaine. Elle subit l'occupation japonaise peu après l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941 jusqu'à sa libération le 21 juillet 1944. L'île abrite toujours l'une des plus importantes bases militaires américaines de la région Asie-Pacifique, et joue un rôle clé dans la stratégie américaine face à la Corée du Nord notamment. L'île est en outre très dépendante des aides sociales américaine. Près de 45.000 habitants de Guam reçoivent une aide alimentaire et bénéficient du système de santé publique. Le budget de l'île tient avec les subventions fédérales et les taxes versées par les militaires américains postés à Guam. Marites Schwab, habitante du village d'Agana Heights, n'est pas convaincue que son île ait la maturité politique pour s'administrer seule. "Comment remplaceraient-ils les services fournis par le gouvernement fédéral?", demande-t-elle. "Quel est le plan d'action?" Pour Adrian Cruz, qui défend la "libre association", la dépendance financière à l'égard de Washington fait que toute évolution du

statu quo est compliquée. "Les Etats-Unis nous tiennent dans cette situation où nous ne devenons pas suffisamment pauvres pour avoir envie de nous révolter, mais où nous ne sommes pas non plus suffisamment riches pour ne plus avoir besoin d'eux", dit-il. Quoi qu'il en soit, en l'état, le débat n'est que théorique car un tribunal fédéral américain s'est prononcé contre un référendum d'autodétermination. Il a estimé que limiter lors de cette consultation le droit de vote à la population indigène Chamorro, qui compte 65.000 personnes était contraire à la constitution du fait du caractère ethnique de ce critère. Un appel est en cours et le gouvernement a demandé à l'ONU d'intervenir. Michael Bevacqua, spécialiste de la culture Chamorro à l'Université de Guam, estime que les populations indigènes de Guam doivent être consultées, après des siècles à subir le joug étranger. "Un processus de décolonisation qui devrait suivre les règles édictées par les colons, ce n'est pas un processus de décolonisation. C'est une extension de la colonisation", dit-il.

Nawel Z.

GHANA
Un mort, des blessés hospitalisés après l'accident du bus d'Asante Kotoko

L'entraîneur britannique du club ghanéen Asante Kotoko et un de ses joueurs ont été hospitalisés après l'accident du bus transportant joueurs et responsables qui a coûté la vie à un membre du club mercredi soir à environ 150 kilomètres d'Accra, a annoncé le club. Asante Kotoko est l'un des clubs de football les plus réputés du Ghana. L'équipe rentrait mercredi soir dans la ville de Kumasi (centre) après un match organisé dans la capitale Accra contre le club ghanéen Inter Allies. Leur bus s'est encastré dans un camion stationné à Nkawkaw, à environ 150 km d'Accra, a indiqué un porte-parole de la police dans la région de l'Est, qui a précisé que 37 autres passagers ont été blessés "à des degrés divers". Un membre du club en charge de l'équipement est décédé dans cet accident. "L'entraîneur, Steven Polack, le milieu de terrain Ollennu Ashitey et le chauffeur du bus, Nana Berkye, ont été admis (à l'hôpital) afin d'être soignés", a déclaré l'Asante Kotoko sur son site internet. Asante Kotoko devait rencontrer samedi à Kumasi le club Hearts of Oak, basé à Accra. Ce match a été reporté, et aucune nouvelle date pour cette rencontre n'a été fixée. Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, s'est dit "attristé" par cet incident. "Je suis de tout cœur avec l'équipe; je souhaite un prompt rétablissement aux blessés", a-t-il déclaré sur Twitter. "Nos pensées et nos prières vont à (...) Asante Kotoko, en particulier aux responsables et aux joueurs blessés", a déclaré de son côté dans un communiqué la Fédération ghanéenne.

AU LENDEMAIN DE L'ATTAQUE SUR UNE PLAGE

L'Egypte plongée dans le chaos

Deux touristes allemandes ont été tuées dans une attaque perpétrée dans une station balnéaire d'Egypte, dont l'auteur a "avoué" samedi soutenir l'idéologie djihadiste, selon des sources judiciaires.

Au lendemain de l'attaque vendredi sur une plage de Hourghada qui a également blessé quatre touristes, les mesures de sécurité ont été renforcées, avec des patrouilles sillonnant les rues de la station balnéaire et des membres de la sécurité postés devant des hôtels.

Cette attaque, la première contre des touristes depuis janvier 2016, risque de porter un nouveau coup au tourisme en Egypte, cible ces dernières années d'attentats meurtriers de groupes extrémistes dont l'organisation Etat islamique (EI), contre les forces de l'ordre, les touristes et la minorité chrétienne. Selon des sources judiciaires et sécuritaires, l'assaillant arrêté juste après l'attaque, a "avoué avoir épousé les idées djihadistes" lors de son interrogatoire par le parquet et la sécurité nationale. Une source de sécurité a affirmé qu'il était âgé de 28 ans et originaire de la province de Kafra al-Cheikh dans le Delta du nord égyptien. Il a été transféré au Caire pour la suite de son interrogatoire, a-t-elle ajouté.

Après plusieurs heures de flottement sur la nationalité des victimes, les Affaires étrangères à Berlin ont confirmé que les deux femmes tuées dans l'attaque étaient de nationalité allemande. "Nous avons à présent la triste certitude que deux touristes allemandes ont perdu la vie", a indiqué le ministère. "Au vu des



informations dont nous disposons, l'attaque visait des touristes étrangers, un acte particulièrement sordide et criminel, qui nous bouleverse et nous met en colère". "Nous sommes profondément attristés par l'assassinat des deux femmes allemandes à Hourghada", a indiqué dans un tweet le porte-parole de la chancelière Angela Merkel.

LES GENS CRIAIENT

L'attaque, qui n'a pas été revendiquée, a également fait quatre blessés dont deux Arméniennes et une Tchèque selon les autorités des deux pays. Dans un premier communiqué, le ministère de l'Intérieur égyptien avait affirmé que l'assaillant avait "atteint la plage privée d'un hôtel de Hourghada où il a commis son crime en nageant depuis une plage publique voisine". Rafic Rushdi, propriétaire d'un magasin dans un hôtel voisin de celui visé par l'attaque, a déclaré: "J'étais assis dans mon échoppe quand nous avons entendu les gens crier. Nous sommes sortis

en courant et on nous a dit que quelqu'un avait nagé vers l'hôtel à côté et qu'il visait des étrangers". "Il a tué deux femmes puis a couru vers notre hôtel. Il criait qu'il ne visait pas les Egyptiens lorsque des Egyptiens sont intervenus pour l'arrêter". En janvier 2016, trois touristes européens avaient été blessés, également à Hourghada, dans une attaque à l'arme blanche commise par des assaillants soupçonnés de sympathie avec l'EI. Cette station balnéaire dans l'est de l'Egypte est très prisée des vacanciers européens, et la sécurité dans les sites touristiques avait été renforcée à la suite des attaques meurtrières des dernières années.

Le 31 octobre 2015, la branche égyptienne de l'EI a revendiqué un attentat à la bombe ayant coûté la vie aux 224 occupants d'un avion russe transportant des touristes russes après son décollage de Charm el-Cheikh, station balnéaire située dans le sud du Sinaï. Les vols vers l'Egypte de compagnies russes ont depuis été suspendus.

ETAT D'URGENCE

Depuis la destitution en 2013 par l'armée du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, des groupes extrémistes ont multiplié les attentats en Egypte visant les militaires et les policiers principalement dans la péninsule du Sinaï. Le même jour de l'attaque de Hourghada, cinq policiers égyptiens ont été tués par balles au sud du Caire par trois hommes non identifiés qui ont réussi à fuir. Il y a une semaine, l'EI a revendiqué une attaque dans le nord du Sinaï ayant coûté la vie à 21 policiers, tandis que le groupe islamiste Hasam a revendiqué le meurtre d'un officier de police au nord du Caire. La police accuse Hasam d'être affilié aux Frères musulmans, mouvement considéré comme "terroriste". Après un double attentat suicide en avril dernier revendiqué par l'EI contre deux églises coptes (45 morts), le président Abdel Fattah al-Sissi a déclaré l'état d'urgence pour trois mois, prolongé en juillet.

RWANDA

HRW accuse les forces de sécurité d'exécutions extrajudiciaires

Les forces de sécurité rwandaises ont exécuté au moins 37 petits délinquants sans les poursuivre en justice, entre juillet 2016 et mars 2017 dans l'ouest du Rwanda, a accusé Human Rights Watch (HRW) dans un rapport rendu public. Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme, cette vague d'exécutions extrajudiciaires entre dans le cadre d'une stratégie officielle pour "répandre la peur, faire respecter l'ordre et dissuader de toute résistance aux ordres ou aux politiques du gouvernement. Le ministre rwandais de la Justice, Johnstone Busingye, a qualifié le rapport de "clairement mensonger", assurant que HRW a été "trompé". "Le Rwanda va continuer de raconter son histoire comme cela convient aux Rwandais", a-t-il affirmé sur son compte Twitter, en réaction à ce rapport publié la veille du début de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 4 août, lors de laquelle le président Paul Kagame devrait aisément être élu pour un troisième mandat. Fulgence Rukundo est une des 37 personnes tuées, selon HRW, qui évoque aussi le cas de quatre disparus

présomés. Des soldats sont arrivés à l'aube dans sa maison de l'ouest du Rwanda et l'ont accusé d'avoir volé une vache. Ils ont placé des morceaux de la carcasse de la vache sur ses épaules, posé la tête de l'animal sur la sienne, avant de l'emmener dans une bananeraie où ils l'ont tué par balles, selon des témoins cités dans le rapport. "Dans la plupart des cas documentés par Human Rights Watch, des autorités militaires et civiles locales ont expliqué aux habitants après l'exécution, souvent lors de réunions publiques, qu'elles appliquaient les +nouveaux ordres+ ou une +nouvelle loi+ stipulant que tous les voleurs et autres criminels de la région devaient être arrêtés et exécutés", indique le rapport.

TUÉ POUR AVOIR VOLÉ DES BANANES

Malgré le fait que ces meurtres aient eu lieu devant de nombreux témoins, ils n'ont pas été évoqués publiquement au Rwanda, où les médias sont muselés et où les défenseurs des droits de l'Homme ont peur de s'exprimer, souligne HRW. Après avoir été sorti de sa maison par les sol-

dat, Fulgence Rukundo a d'abord été exposé au public - près d'une centaine de personnes - devant lesquelles le maire l'a accusé d'avoir volé une vache. "Tous les voleurs doivent être tués", a déclaré le maire, selon un témoin cité par HRW, avant de signer un papier avec les soldats, qui ont ensuite emmené Fulgence Rukundo pour le tuer. Selon un habitant du district de Rubavu, où vivait Fulgence Rukundo, des avertissements avaient été lancés lors des rencontres communautaires, qui forment une part importante de la vie villageoise au Rwanda. "En 2016, les autorités ont commencé à tenir des propositions dans les réunions comme : +Nous tuons les personnes que nous prenons en train de voler+", a déclaré ce témoin à HRW.

Parmi les autres personnes tuées sans jugement, figurent des gens accusés d'avoir volé des bananes, du sucre de canne ou des motos. Toujours selon le rapport, basé sur 119 entretiens avec des membres des familles, des témoins, des officiels et autres, au moins 11 hommes ont été tués pour avoir utilisé des filets de pêche illégaux sur le lac Kivu. HRW pré-

sente aussi le cas de deux hommes tués par des civils, après que ceux-ci eurent été encouragés en ce sens par les autorités locales. Terrifiés, les membres des familles ont été avertis qu'ils avaient intérêt à garder le silence sur ce qui s'était passé.

Emmenée voir le corps de son mari tué dans une forêt, une veuve a raconté: "Les soldats nous ont dit de ne pas être tristes et de ne pas pleurer. Ils ont ajouté que si nous osions pleurer, nous risquions d'être abattus". "Nous n'avons pas le droit de nous exprimer librement. Si nous en parlons, nous finirons en prison ou nous disparaîtrons", a affirmé un autre témoin à HRW. Le Rwanda est considéré comme un des succès de l'Afrique grâce à son économie vigoureuse, ses infrastructures et sa faible criminalité, après le génocide qui avait fait 800 000 morts selon l'ONU entre avril et juillet 1994, essentiellement parmi la minorité tutsi.

Mais les critiques à l'égard du gouvernement pour ses atteintes à la liberté d'expression et son manque d'ouverture politique se sont multipliées ces dernières années.

BASKET-BALL

4^e titre consécutif pour le GS Pétroliers

Les basketteurs du GS Pétroliers ont été sacrés champions d'Algérie de basket-ball pour la quatrième année consécutive, en dominant largement leurs homologues du NA Hussein-Dey (94-61), mi-temps: 38-24, en finale retour des Play-off de la Super-Division A disputée vendredi à la salle de l'Office olympique de Blida.



Les Pétroliers qui s'étaient imposés lors de la première manche, disputée jeudi, sur le score de 75 à 71, décrochent ainsi le doublé Coupe-Championnat de la saison 2016-2017. Après un début de match marqué par beaucoup de maladresses et de la précipitation dans les deux camps, ce sont les joueurs du NAHD qui ont pris l'avantage après cinq minutes de jeu (10-04), avant d'enchaîner plusieurs pertes de balle permettant aux Pétroliers de revenir dans le match. C'est tout de même les Sang et Or qui basculent en tête à la fin du premier quart-temps (14-12). Dominateurs aux rebonds et retrouvant leur adresse aux tirs à

trois points, les Pétroliers repassent devant dès le début du deuxième quart (29-17), notamment grâce à 12 points consécutifs de Mehdi Cheriet avec trois tirs derrière l'arc et un panier plus la faute de Mohamed Seddik, permettant à leur équipe de rejoindre le vestiaire avec une avance confortable de 14 points (38-24). Dans le troisième quart-temps, les joueurs du GS Pétroliers ont continué à creuser l'écart au tableau d'affichage, (48-25) après 3 minutes de jeu, en alternant entre le jeu intérieur et les tirs extérieurs et s'appuyant sur une adresse retrouvée, dont un festival à trois points signé Fayçal Belkhodja qui a éceuré la défense du NAHD, portant l'avance du GSP à 28 points (64-32). Voyant son équipe couler l'entraîneur du NAHD, Djamel

Rekik, a essayé d'introduire des joueurs du banc pour donner un nouveau souffle à son équipe, mais les joueurs du GS Pétroliers, avec beaucoup d'expérience, sont restés vigilants et ont réussi à gérer leur avance jusqu'au coup de sifflet final (94-61). Avec ce succès les Pétroliers décrochent le 19^e titre de champions de leur histoire dont le 4^e consécutif.

DÉCLARATIONS À L'ISSUE DE LA VICTOIRE DU GS PÉTROLIERS

Nicolas Meistelman (Entraîneur GS Pétroliers): "Comparé au match de jeudi, où nous étions très maladroits aux tirs et catastrophiques défensivement, aujourd'hui nous avons été solides des deux côtés du terrain et quand nous jouons à ce

niveau, aucune équipe ne peut nous arrêter. C'était une très longue saison qui se termine tout de même avec un doublé Coupe-Championnat et le mérite revient aux joueurs qui se sont donnés à fond jusqu'à la fin. Un grand bravo à eux". Djamel Rekik (Entraîneur NA Hussein-Dey): "Je pense que les joueurs ont lâché trop d'énergie jeudi, en plus de la défaite qui leur a sapé le moral. Nous sommes tombés sur une très forte équipe du GSP avec des joueurs d'expérience qui ont l'habitude de ce genre de confrontation. Nous avons une équipe jeune qui a réussi à se hisser jusqu'en finale, nous sommes vice-champions d'Algérie et ce n'est pas rien. Nous allons continuer à travailler et revenir l'année prochaine pour jouer encore les premiers rôles". Fayçal Belkhodja (Joueur GS Pétroliers): "Nous avons à cœur d'en finir avec la finale dès cette manche retour. Nous avons réussi à creuser l'écart en première mi-temps grâce à une défense solide et une adresse retrouvée.

En deuxième mi-temps nous sommes restés concentrés jusqu'à la fin, évitant de tomber dans la facilité. Je suis très content de conclure la saison avec un nouveau doublé et félicitations à tous mes coéquipiers et au staff technique".

FOOTBALL

La FAF signe un protocole d'accord avec la fédération zambienne

La fédération algérienne de football (FAF) et son homologue zambienne (FAZ) ont signé à Lusaka un protocole d'accord portant sur une coopération bilatérale dans les domaines technique, administratif et médical, a indiqué l'instance fédérale. Lors de la signature de ce protocole d'accord, la Fédération algérienne de football a été représentée par Djahid Zefizef, président de la Commission des finances et responsable de l'équipe nationale A alors que la fédération zambienne était représentée par M. Ponga Liwewe, secrétaire général.

Cette coopération portera notamment sur l'organisation de matchs amicaux entre les sélections de jeunes des deux nations ainsi qu'entre les sélections féminines.

De même, la FAF fera bénéficier la FAZ de son expérience en matière de mise sur pied et d'organisation de championnats locaux professionnels et mettra à sa disposition ses installations médicales pour les soins des footballeurs zambiens, précise la FAF sur son site officiel.

Aussi, les séjours des sélections algérienne et zambienne lors de la double

confrontation Zambie - Algérie dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2018 seront pris en charge par les équipes hôtes.

Ce protocole d'accord, entré en vigueur à sa signature le 17 juin dernier, est d'une durée d'une année et sera reconduit chaque année de manière tacite sauf si l'une des deux parties fait part de son intention de dénoncer dans un délai de trois mois avant son expiration. Par ailleurs, ce protocole d'accord peut être amendé à tout moment par consentement mutuel des deux parties.

COUPE ARABE DES CLUBS CHAMPIONS DE FOOTBALL

Neghiz arrête la liste des 23 joueurs, El-Orfi forfait

L'entraîneur du NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football) Nabil Neghiz a arrêté la liste des 23 joueurs retenus pour le Championnat arabe des clubs champions prévu en Egypte du 21 juillet au 6 août.

Le milieu défensif Hocine El-Orfi, blessé, a déclaré forfait pour cette compétition, alors que Zemiti, Ferhat, Roudine, Goudjil, ont été écartés pour des choix tactiques de l'entraîneur. Le milieu de terrain guinéen Mohamed Coumbassa ne fera pas également le voyage en Egypte, lui qui reste aux abonnés absents. En matière de recrutement, le Nasria a été très actif dans le marché des transferts en

engageant pas moins de 11 joueurs dont le gardien de but Kheireddine Boussouf, qui effectue son retour chez les "Sang et Or" après une saison passée au MC Alger.

Lors de la Coupe arabe des clubs champions, relancée par l'Union arabe de football (UAFA) après une absence de quatre ans, le Nasria évoluera dans le groupe A en compagnie du Al Ahly du Caire (Egypte), d'Al-Wihda (Emirats arabes unis) et d'El-Fayçal (Jordanie). Les "Sang et Or" entameront le tournoi face à Al-Wihda (Emirats arabes unis) le samedi 22 juillet. L'ancien entraîneur adjoint de l'équipe nationale Nabil Neghiz a reconnu la diffi-

culté de la mission qui attend les siens en terre égyptienne, en raison d'abord du retard accusé en matière de préparation de ce rendez-vous, et aussi le remodelage qu'a connu le groupe husseindéen. "Je pense que nous accusons un grand retard dans la préparation.

Des tournois de cette envergure nécessitent plus d'un mois et demi de travail. La mission est loin d'être facile avec un effectif qui subit des changements à hauteur de 50% environ", a-t-il avoué. Pour préparer ce rendez-vous arabe, le NAHD a disputé deux matchs amicaux face à la sélection olympique de Palestine soldés par deux victoires (3-1) et (1-0).

Liste des 23 joueurs retenus:

Gardiens de buts: Merbah Gaya, Boussouf Kheireddine, Bouhalafaya Zakaria

Défenseurs: Bouzidi Abdelghani, Allati Walid, Khacef Mohamed Noufel, Boutebba Sofiane, Herida Mohamed, Khait Abdelghani, Larbi Hocine, Oukkal Lyes

Milieu: Brahimi Belkacem, Harrag Chamseddine, Addadi Toufik, Ouali Billel, Chouiter Abderraouf, Azzouz Maher

Attaquants: Gasmî Ahmed, Ait Abdelmalek Ryad, Ardjî Walid, Ouhadda Zakaria, Chekhrte Mohamed, Haroun Ali.

CHAMPIONNAT ARABE D'ATHLÉTISME 16 pays dont l'Algérie au rendez-vous de Tunis

Tunis abrite la 20^{ème} édition du championnat arabe d'athlétisme du 15 au 17 juillet courant, au stade d'athlétisme de Radès avec la participation de 3115 athlètes de 16 pays dont l'Algérie, ont annoncé les organisateurs mercredi. Le président de la fédération tunisienne d'athlétisme, Fethi Hachicha a indiqué lors d'une conférence de presse tenue à Tunis, que la fédération a mis tous les moyens humains et matériels pour assurer la réussite du championnat arabe. De son côté, Abdallah Ben Ahmed Saloui, président de l'Union arabe d'athlétisme (UAA) a précisé que 16 pays prendront part à cette 20^{ème} édition. Le rendez-vous de Tunis permettra également à l'UAA de tenir des réunions pour examiner le calendrier des compétitions pour la saison 2017/2018, comme les championnats arabes des cadets (filles et garçons), le 4^{ème} tournoi d'athlétisme des clubs féminins à Charjah (EAU) début février 2018, le championnat arabe juniors (filles et garçons), le championnat arabe du semi-marathon prévu à Tunis à partir du 6 mai 2018, le championnat arabe de cross country qui devrait se tenir en principe à Oman en 2018. Mourad Senoussi, président du comité d'organisation du championnat arabe a rappelé pour sa part que la Tunisie va organiser pour la troisième fois cette compétition après 1981 et 2005, annonçant le retour du Maroc après une absence lors des cinq précédentes éditions. Les 16 pays participants à la 20^{ème} édition du championnat arabe sont: Algérie, Maroc, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Arabie saoudite, Koweït, Oman, Palestine, Qatar, Libye, Liban, Irak, Soudan, Djibouti, Somalie et la Tunisie (pays organisateur).

MONDIAUX-2017 D'ATHLÉTISME - HANDISPORT Médaille d'or pour l'Algérienne Mounia Gasmî

L'athlète algérienne Mounia Gasmî, a décroché vendredi soir, une médaille d'or dans le lancer du club (F32), au premier jour des 8^{èmes} Championnats du Monde d'athlétisme handisport. La jeune athlète algérienne a réalisé 25,07 m au lancer du club, se classant ainsi à la première place parmi 9 athlètes en course dans cette épreuve. Mounia Gasmî sera également en compétition samedi soir pour le lancer du poids. Gasmî (F32), avait remporté deux médailles d'argent (club et poids) aux derniers Mondiaux à Doha en 2015. D'autre part, les athlètes algériennes Safia Djialal, Nadia Medjmedj, Nassima Saïf et Samir Nouioua entrent également en lice ce samedi à l'occasion de la deuxième journée des mondiaux de Londres. 19 athlètes algériens dont six filles, participent aux 8^{èmes} Championnats du monde d'athlétisme handisport qui se déroulent à Londres jusqu'au 23 du mois en cours.

3 578

LES INTOXICATIONS alimentaires ont touché 3.578 personnes dont deux (2) décès enregistrés au cours du premier semestre 2017, a indiqué samedi à Alger le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane.

FRANCE

L'échec de la stratégie d'Emmanuel Macron

Avec la fin du G-20 qui s'est tenu à Hambourg, et après les deux discours d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe, le premier au Congrès le lundi 3 juillet et le second devant l'Assemblée Nationale le mardi 4 juillet, l'ampleur de l'échec à venir de la Présidence Macron se dessine. Ce Président, élu sur un malentendu et appuyé sur une majorité, qui est elle-même probablement la plus mal élue de la République, va plonger la France dans une crise profonde.

L'illusion de la diplomatie

Il faut reprendre ici la chronologie. A Hambourg, Emmanuel Macron, et la France avec lui, a été inaudible. La première rencontre personnelle



entre Donald Trump et Vladimir Poutine a, naturellement, concentré l'attention. Mais, la France n'a pu faire entendre sa voix. Cela confirme un constat que l'on pouvait déjà tirer après l'échec personnel pour Emmanuel Macron qu'avait représenté le sommet européen des 22 et 23 juin. Il y avait été incapable de faire prendre en compte des revendications, que l'on peut trouver restreintes et qui constituaient le socle minimal des demandes françaises, à ses collègues de l'Union européenne. On comprend aujourd'hui que la stratégie d'Emmanuel Macron se déploie en deux temps. Dans le temps diplomatique, il entend jouer les intermédiaires entre Donald Trump et Angela Merkel, afin de bâtir un rapport de force vis-à-vis de l'Allemagne. C'est bien là le sens de l'invitation qu'il a adressée au Président des Etats-Unis, invitation que ce dernier a acceptée, à venir assister avec lui au défilé du 14 juillet. Mais, il est clair que cela n'aura que peu d'effets. Donald Trump, dont on dit souvent que le comportement est erratique,

poursuit en réalité une politique claire de défense des intérêts de son pays et il sort renforcé du G-20 dont le communiqué final acte de l'impossibilité à bloquer la politique des Etats-Unis. Cette politique est aujourd'hui contradictoire avec celle de l'Allemagne. Angela Merkel, qui affronte avec sérénité des élections au mois de septembre prochain, n'a d'ailleurs nullement l'intention, ni la volonté, de faire la moindre concession que ce soit à Donald Trump ou, indirectement, à Emmanuel Macron. En effet, aujourd'hui le cadre de l'UE de la zone Euro fonctionne à plein pour les intérêts des entreprises allemandes. Elle n'acceptera donc des changements que contrainte et forcée.

Emmanuel Macron a-t-il lu Jack London?

Inquiet dès le Conseil européen de fin juin de la tournure prise par le volet diplomatique de sa stratégie, Emmanuel Macron a décidé de mettre en œuvre un volet interne. C'est le sens du discours d'Edouard Philippe, mardi 4 juillet, devant

l'Assemblée Nationale. Prenant prétexte de la "découverte" par la Cour des Comptes d'un trou de 9 milliards dans les estimations budgétaires, il a décrété un tournant austéritaire, un de plus, pour l'économie française. Mais on peut certes s'étonner de la "découverte", quand on se rappelle qu'Emmanuel Macron fut le ministre de l'Economie jusqu'à l'été 2016. Il s'agit bien évidemment d'un prétexte.

En annonçant des coupes importantes dans les dépenses publiques (80 milliards sur 5 ans), le gel du point d'indice des fonctionnaires qui ont pourtant perdu largement en pouvoir d'achat depuis dix ans, et diverses autres mesures dont bien entendu la fameuse réforme du Code du Travail dont les conséquences en matière de pouvoir d'achat seront considérables, Edouard Philippe entame un nouveau tournant austéritaire. Mais, il n'en dit pas la véritable raison. Emmanuel Macron est persuadé que c'est en appliquant cette politique, et en remettant la France dans une orthodoxie comptable (avec le respect strict de la règle des 3% du déficit), qu'il va construire sa crédibilité face à l'Allemagne et à Mme Angela Merkel.

Cela revient à croire que c'est en s'imposant une purge amère que l'on peut être pris au sérieux. Cette logique fut magnifiquement décrite il y a 100 ans par Jack London dans une de ses nouvelles, La Force des Forts (1). Sauf que la politique internationale n'obéit nullement à ces règles enfantines. Elle implique des logiques d'alliances, avec des pays connaissant les mêmes problèmes que nous, et surtout elle implique que l'on nous croit capable de "casser la vaisselle".

Les conséquences d'une stratégie perdante

Cette purge austéritaire va plonger la France dans un nouvel épisode de récession. Nous vivons aujourd'hui

sur un "plateau", lié à l'amélioration du pouvoir d'achat qui s'est manifestée depuis l'hiver 2016. Mais, la contraction relative des revenus nominaux associée à une (très petite) poussée d'inflation, va provoquer une détérioration du pouvoir d'achat à partir de la fin de l'année 2017. Si, en 2018, viennent se combiner à cette détérioration les effets des mesures d'austérité décidées par Edouard Philippe et les effets des mesures structurelles, dont celles concernant le Code du Travail, alors la consommation et le revenu disponible des ménages se verront amputés.

Cela conduira à une nouvelle période de baisse de l'activité, tout comme la politique de François Fillon, ou le choc fiscal de François Hollande avaient eux-aussi conduit à des baisses d'activités, autrement dit à des hausses, plus ou moins importantes du chômage.

On comprend que les français, dans leur grande majorité, soient plus que circonspects quand aux mesures promises et annoncées par Emmanuel Macron et Edouard Philippe. Il faut toujours le rappeler, le Président Macron a été élu sur un malentendu, par défaut, et sa majorité a réuni la plus faible proportion des inscrits par rapport à son nombre effectif de députés.

L'accumulation de poudre dans la Sainte-Barbe du navire France n'implique pas, évidemment, que tout va sauter. Mais, dans cette Sainte-Barbe avec une torche à la main, ce qui est métaphoriquement ce que font tant Emmanuel Macron qu'Edouard Philippe, et La République en Marche, dont l'attitude à l'Assemblée nationale par son refus du pluralisme mais aussi par son inexpérience de nombreux de ses députés, pose un véritable problème à la démocratie, est une attitude profondément malsaine et irresponsable.

J. S.

Post scriptum

Par B. Chellati

Lors de son intervention de présentation du Plan d'action du gouvernement devant les députés, le Premier ministre, M. Abdelmadjid Tebboune a souligné que "la véritable crise à laquelle est confrontée l'Algérie, n'est pas l'amenuisement des ressources financières, mais plutôt la capacité de travailler ensemble et en confiance, pour l'atteinte des objectifs précis, avec des règles simples qui s'appliquent à tous sans exception ni passe-droits. En effet, notre pays affiche une situation bien positive que ne le laisse croire la morosité ambiante. Nos indicateurs de développement humains nous placent dans le peloton de tête des pays émergents, notre situation macro-économique est solide et la stabilité politique et sécuritaire dont nous jouissons depuis plus d'une décennie, renforce notre position politique et économique dans la région". Pour lui, il s'agit dorénavant de "passer d'une société encore engoncée dans des stratifications rigides qu'entretennent la passivité et la bureaucratie, à une société dont les marques essentielles sont la simplicité démocratique et une égalité réelle. Il s'agit aussi, par une pratique renouvelée de la concertation entre tous les acteurs de la vie économique et sociale et, dans le domaine politique, par des rapports différents entre la majorité et l'opposition, de faire de la société algérienne un modèle exemplaire de démocratie participative".

Tout indique que la gestion des affaires publiques tel que souligné par M. Tebboune, sera conduite avec le maximum de rigueur et de transparence. Des précautions doivent, alors, accompagner cette démarche. C'est pourquoi,

Tebboune annonce l'amorce d'un dialogue économique et social : un besoin vital d'oxygène

le gouvernement mènera son action en s'attachant, en toute circonstance, à clarifier les règles qui organisent les rapports entre les institutions et entre les institutions et les citoyens, ainsi qu'à consolider les règles de transparence qui régissent la vie publique et qui assurent la sérénité dans la société".

Dans cette voie à la fois démocratique et transparente, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune en marge de la visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée samedi à la wilaya d'Alger a annoncé l'amorce d'une phase de consultations avec la classe politique, le syndicat et le mouvement associatif. Il a expliqué que la circulaire relative à ce dialogue social et économique est fin prête et qu'elle a été soumise samedi au président de la République pour imprimatur.

"Dès qu'il va nous donner cet imprimatur, il va être diffusé et nous allons contacter tous les partis, représentants à l'APN et au Sénat, toutes les organisations de masse et même le syndicat des journalistes", a-t-il précisé. Plus explicite, M. Tebboune a souligné que "Cette rencontre sera sous forme de conférence ouverte qui sera soldée par un rapport final dans une durée de 2 mois et c'est sur la base de ce rapport final que nous allons engager des experts spécialistes financiers et autres". A ce propos, il y a lieu de rappeler encore que M. Tebboune avait déclaré devant le Parlement "Le gouvernement s'attachera à l'ouverture de canaux du dialogue et de concertation avec toutes les composantes du tissu national, qu'elles soient politiques, syndicales, académiques ou associatives pour expliquer la démarche de l'Exécutif, obtenir la confiance et

l'adhésion de toutes les catégories du peuple. Le gouvernement s'éloignera des polémiques stériles pour focaliser son effort collectif sur la réalisation de sa mission en faisant prévaloir la stabilité du pays et la cohésion sociale au-dessus de toute autre considération". Ainsi, on pourrait conclure que M. Tebboune pour la concrétisation de son programme, mise sur le soutien et l'adhésion de tous pour modeler le fonctionnement social et économique, à savoir la manière dont les invités à ce dialogue voient les solutions et interagissent entre eux pour le bien-être de la société algérienne. Ce dialogue voulu par le Premier ministre et qui aura très certainement l'aval positif du chef de l'Etat donnera très certainement une très large manœuvre au gouvernement pour effectuer des changements dans la sphère politique, économique et sociale et ainsi fructifier les résultats et durer. M. Tebboune, en interpellant et invitant tout le monde à une table de dialogue et de concertation, vise à mon avis à traduire un sentiment collectif, c'est-à-dire tendre ensemble à une recherche permanente de l'amélioration sociale et économique. Cet objectif ne peut être atteint que si l'on s'appuie sur des bonnes volontés.

Si l'on poursuit avec assiduité une politique d'ouverture les uns vis-à-vis des autres. Dans cette optique, le fait d'aller vers ce dialogue est le plus important en cette conjoncture que traverse le pays et qui se caractérise par la baisse de ses revenus tirés des hydrocarbures. Aussi, la participation de tous à l'effort national qui s'impose dans tous les domaines politique, économique, social et culturel, est la meilleure voie pour consolider la cohésion sociale.

L'Algérie avec la détérioration des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux, la sécheresse, se doit de stopper ce processus, il faut donc opérer un sursaut dans le cadre de l'intérêt général. Et pour cela : arrêter d'abord une certaine propagande et une critique destructive à l'égard des acquis, des réformes et des institutions légitimes de l'Etat : ceci par l'arrêt de l'escalade de part et d'autres ; mais faut-il en rester là ?

Non. Ce serait la stagnation et par conséquent le pourrissement. Ce qui veut dire que l'escalade du verbe et du discours comme l'agitation politicienne doivent cesser pour écarter à temps le danger de la manipulation où particulièrement la jeunesse serait perdante et, par voie de conséquence, la nation entière. C'est alors que vient s'imposer l'initiative originale et audacieuse, dans la seule considération de l'intérêt national, du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune d'aller vers un dialogue économique et social n'excluant personne comme gage d'une ouverture pour la cohésion de toutes énergies nationales du peuple algérien. Tel est le sens de la nouvelle Constitution révisée ; tel aussi le sens de l'initiative de dialogue sur lequel M. Tebboune mise pour concrétiser le plan d'action du gouvernement et aussi parce qu'il croit, avant tout, non seulement à la nécessité, mais aussi à la possibilité, d'une solution nationale et démocratique qui doit être discutée avec tout le monde. Ce qui veut dire aussi que, aujourd'hui, l'Algérie a un besoin vital d'oxygène, la préservation de la paix sociale.

B. C.